

LA TOILE

trimestriel monarchiste dépoussiérant



Présidentielle 2012

au revoir Machin, bonjour Truc...

LA TOILE - NUMERO 14 - PRINTEMPS 2012 - 5€



EDITIONS SYLM



SOMMAIRE

Editorial	3
Les élections présidentielles en France	4-20
<i>Les monarchistes et les élections</i>	4-5
<i>L'école, lieu du clivage droite/gauche</i>	6-7
<i>La ruralité, nouvelle terra incognita ?</i>	8-9
<i>L'extrême-droite dans les élections de 2012</i>	10
<i>Droites en France : et maintenant ?</i>	11-12
<i>Quand le Front National entre en Gard...</i>	13-14
<i>Une campagne surréaliste</i>	15
<i>Zéro partout... balle au centre !</i>	16
<i>Etre royaliste en temps de présidentielle</i>	17-18
<i>Rendre au Peuple sa souveraineté</i>	19
<i>L'espoir, malgré tout</i>	20
Planète monarchiste	21-27
<i>A la recherche du dernier roi du Burundi</i>	25
<i>Les élections présidentielles, fiches techniques</i>	26-27
La recette de ma tante Hortense	28

LA TOILE

Trimestriel monarchiste dépoussiérant

Trimestriel - Numéro 14 - Printemps 2012

Directeur de la Publication : Frédéric de Zarma

Rédac' Chef : Toubib

Rédacteurs : Amate, A. Bruneau, J.-P. Chauvin,
F. D., Tante Hortense, F. de Natal,
F. Marcilhac, L. Marv-Laf, Phda,
J. de Profundis, B. Renouvin,
S. Robin, D. Saforcada, F. de Zarma

Comité de relecture : Praxagora, J. Taubel

Maquette : Studio SYLM

Rédaction : latoile@monarchiste.com

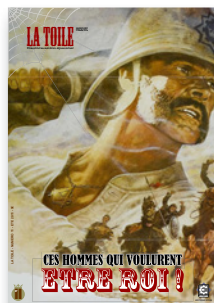
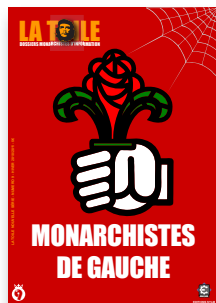
Publicité : regie@sylm.info

Abonnements : abonnement@monarchiste.com

Membre de la Conférence Monarchiste Internationale

Membre du Réseau Communautaire Monarchiste SYLM

Crédit iconographique : tous les logotypes, images et graphismes sont la propriété de *La Toile* et de leurs auteurs ou réputés libres de droits. Si vous possédez les droits sur une image, vous pouvez demander son retrait à la rédaction.



AVEZ-VOUS LU LES NUMEROS PRECEDENTS ?

Quatre fois par an quand il fait beau, *La Toile* met son gros doigt manucuré sur un sujet d'actualité ou de culture monarchiste et vous livre sa vision du monde qui vous entoure, avec des mots de trois syllabes et des références compréhensibles... une révolution, quoi.

Dans un monde où l'image et l'information sont systématiquement retouchés, *La Toile* vous apporte une source objective de réflexion, de façon indépendante et sans prosélytisme.

Vos idées, vos mots, votre mag'



François exulte, Ma'am jubile...

par **Frédéric ANDRIEUX de ZARMA**
Secrétaire Général de SYLM

Alors que la Grande-Bretagne fête d'une seule voix le jubilé de sa souveraine et que les communautés politiques, religieuses, sociales ou ethniques se mélangent allègrement autour de la même fierté nationale — non la petite dame aux chapeaux insolites mais l'Histoire et la terre qu'elle incarne —, la France des communautarismes se déchire mollement autour de ses minorités politiques, religieuses, sociales ou ethniques dont l'incarnation flottante et quinquennale vient d'être choisie par défaut.

Cette campagne présidentielle 2012, vide de programme mais pleine de sondages persuasifs et d'analyses péremptoires, a une fois encore montré le fossé qui sépare les édiles nationaux du bas peuple et, une fois encore, le bas peuple s'est plié à la décision des urnes. Difficile d'appeler démocratique la nomination d'un chef par un peu plus d'un tiers (39%) des inscrits alors même que tous s'accordent à reconnaître qu'une part non négligeable de ce résultat est liée au rejet du président sortant et que près d'un quart (24%) de l'électorat a même clairement exprimé son rejet des deux candidats. 61% des citoyens n'ont pas choisi François Hollande. Pardon du peu.

Difficile également de se satisfaire d'un débat national entièrement calibré par les cellules média des partis et des chaînes, alimenté par des insultes de façade, des révélations croustillantes ou des effets de manche. A croire que l'exemple américain ne se limite pas à faire valser le coût des campagnes en Europe mais aussi à définitivement instaurer la politique spectacle comme fondement de l'expression démocratique.

Personne n'est dupe. Le nouveau président dispose de quelques mois pour lancer de coûteuses concertations et des projets de lois que la conjoncture et la nécessité dépouilleront rapidement de leur substance ou négligeront de rendre applicables. Peu importe, il faut «prétendre». L'opposition le sait également, qui appelle sans rougir à un équilibrage des pouvoirs par l'Assemblée et — aussi rapidement que possible — par un gouvernement de cohabitation. Leur vision de la République est simple : prendre le pouvoir et le garder ; au pire... empêcher les autres de l'exercer. Quel programme...

Les monarchistes français — nous le répétons suffisamment — représentent l'ensemble des affinités partisans et il nous a semblé opportun de vous offrir, dans ce numéro, une vision très éclectique de la France politique. Se côtoient ainsi, dans nos colonnes, toutes les tendances représentatives du monarchisme mais également d'autres tendances plus rarement rassemblées en un même lieu. Monarchistes, anarchistes ou centristes ; élus ou simples citoyens, qu'ils soient remerciés d'avoir accepté de livrer chacun leur ressenti de cette élection.

Etre un journal monarchiste nécessite d'autant plus de rester en phase avec la société que celle-ci n'est plus en phase avec la monarchie, présentée péjorativement par des journalistes pourtant subjugués par le jubilé britannique. Entre la Bastille, le Fouquet's et la Tamise, il y a trois conceptions différentes de l'unité nationale.

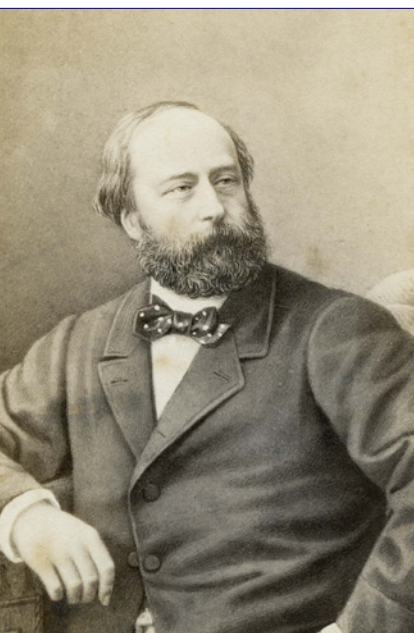
Et la Tamise ne baigne pas Paris.



Les monarchistes et les élections

Pour la deuxième fois de son histoire politique, l'Alliance Royale a tenté d'obtenir les 500 signatures de parrainage obligatoires afin de participer à l'élection présidentielle de mai 2012. La candidature de Patrick de Villenoisy a divisé autant les royalistes qu'elle a voulu les réconcilier avec l'idée même de participer à une élection républicaine.

Pourtant et malgré la chute de la monarchie française en 1848 ou celle du Second Empire en 1870, les monarchistes et les bonapartistes ont continué de battre le pavé tout comme ils se sont présentés à des élections législatives ou présidentielles.



Au plus fort de la tentative de restauration de la monarchie en faveur du comte de Chambord (ci-contre), entre 1871 et 1875, les royalistes — légitimistes et orléanistes — font élire au parlement 316 députés, conjointement aux 20 bonapartistes. Principale force politique de la III^e République, le mouvement monarchiste va lentement voir décroître son pouvoir de nuisance, conséquence de la promulgation de la loi d'exil en 1886. Privés de leurs princes, les royalistes sont incapables d'opérer une fusion et les bonapartistes se scindent entre partisans d'une république impériale ou d'une monarchie dynastique. Le prince Henri d'Orléans, Duc d'Aumale, tentera pourtant de se faire élire

à la tête de la République peu après la démission du monarchiste Mac Mahon en 1879 mais ses 0,15% des voix ne suffiront pas à ce valeureux officier militaire pour accéder à la fonction suprême, à l'époque plus honorifique que réelle. L'Action française et les Camelots du Roi reprennent le combat politique avec leur chantre, Charles Maurras (ci-dessous). Les monarchistes, ralliés à la République, se font élire sous des étiquettes conservatrices ou celle de l'Action libérale (1901-1919). Léon Daudet, royaliste de l'Action française, est ainsi député de la Seine de 1919 à 1924. Ses invectives et son verbe animent régulièrement les sessions d'un Parlement devenu majoritairement républicain. L'Appel au peuple, mouvement bonapartiste, dispose encore



d'une vingtaine de députés, tandis que sur la Corse le Comité central bonapartiste (CCB) fait les plus belles heures de la politique locale. La deuxième guerre mondiale va diviser aussi bien les royalistes que les bonapartistes entre résistance et collaboration. On retrouve des membres de l'Action française au côté du gouvernement du Maréchal Pétain (ci-dessus), « divine surprise » de Maurras qui poursuit son combat depuis Lyon ; le Comte de Paris, Henri d'Orléans, tente vainement de se faire reconnaître à la tête d'un gouvernement à Alger en 1942 ; le Prince Louis Bonaparte, qui a dissous l'Appel au peuple, entre dans la résistance active avant de se faire brièvement arrêter par la Gestapo en 1944.

La fin de la guerre mondiale a considérablement affaibli l'Action française, accusée d'avoir collaboré avec l'ennemi. Les royalistes peinent à se réorganiser. Le Mouvement Socialiste Monarchiste décide de participer aux élections municipales de 1946 mais son faible score (moins de 1%) finira de l'éliminer de la scène politique française. Henri d'Orléans, revenu en France après l'abrogation de la loi d'exil en 1951, tente de fédérer les royalistes qui se défient encore de lui et particulièrement l'Action française. Le mouvement légitimiste, qui souffrait de l'absence de ses princes plus préoccupés par leur revendication carliste sur le trône espagnol, renaît lentement de ses cendres et le Général De Gaulle, rappelé au pouvoir en 1958, évoque une possibilité de restauration de la monarchie pour le Comte de Paris avant de



revenir sur sa promesse en 1965. Dans la suite des événements de mai 1968, la Nouvelle Action française (future Nouvelle Action royaliste) veut insuffler un vent nouveau chez les monarchistes et rompre avec l'archaïsme de la Restauration nationale (qui a succédé à une Action française désormais interdite), dans un monde qui se transforme profondément. La NAR crée le buzz en 1974 en présentant un candidat à l'élection présidentielle. Bertrand Renouvin (ci-dessus) obtient à peine 0,17% des voix mais, au-delà de ce faible score, c'est le débat royaliste qui est remis dans le champ politique des Français. La NAR présentera des candidats aux élections municipales et y obtiendra des élus. Les bonapartistes du CCB survivent grâce à des accords électoraux avec des partis de droite. En 1981, le Comte de Paris



appelle à voter pour François Mitterrand, déstabilisant encore plus ses partisans ; en 1987, il organise les fêtes du millénaire capétien et permet aux Français de redécouvrir le royalisme et ses princes dynastes. Mais aussi ses divisions.

la Présence du Souvenir Bourbonien ou encore l'Institut de la maison de Bourbon du Duc de Bauffremont, reste pour sa part résolument ancré dans l'ultra-catholicisme. Le Comte de Paris pensera de nouveau à se jeter dans l'arène politique avant d'y renoncer définitivement et de décéder en 1999.

Créée en 2001, l'Alliance Royale devient le premier parti politique royaliste à se présenter à des élections européennes, présidentielles et municipales. Le CCB a, quant à lui, perdu de son aura sur l'île de beauté — qu'il a dirigée jusqu'en 2003, date à laquelle, suite au conflit avec le Prince Charles Napoléon (ci-contre), il a perdu la grande majorité de ses mandats — et c'est désormais ce Prince qui incarne la rupture avec le passé en participant aux élections municipales d'Ajaccio — dont il sera le maire adjoint de 2001 à 2007 — ou aux élections législatives à Fontainebleau avec un score de 8%. Encore faut-il compter depuis 2000 sur le mouvement France bonapartiste qui a tenté de fédérer sous sa bannière toutes les sensibilités bonapartistes et de faire entendre son projet pour cette élection présidentielle avant de devoir retirer sa candidature par manque de parrainages.

Malgré 142 ans de République et en dépit de l'acharnement de cette dernière à démentir leur existence, le royalisme et le bonapartisme ont continué d'écrire leur histoire. Il ne manque plus au royalisme du XXI^e siècle que son général Monk afin que, dans l'unité, il puisse apporter sa pierre à l'édifice de la restauration de la monarchie en France. Et au bonapartisme, un souffle pour le retour d'une République impériale et dynastique.

Et Dieu seul sait si, finalement, ce ne sera pas la Providence qui permettra définitivement le retour de la Maison de France sur son trône légitime.

• **Loïc Marv-Laf** •

En savoir plus :

http://wiki.sylm.info/index.php/Action_francaise
http://wiki.sylm.info/index.php/Mouvement_Socialiste_Monarchiste
http://wiki.sylm.info/index.php/Appel_au_Peuple
http://wiki.sylm.info/index.php/Nouvelle_Action_royaliste
http://wiki.sylm.info/index.php/Comité_Central_Bonapartiste
http://wiki.sylm.info/index.php/Prince_Charles_Napoléon
http://wiki.sylm.info/index.php/Royalisme_providentialiste

La NAR est au royalisme de gauche ce que l'AF est au royalisme de droite et ce dernier mouvement retrouve d'ailleurs une certaine vigueur dans les années 80. Le légitimisme, désormais réorganisé avec de multiples cercles régionaux ou des associations comme



Toute La Toile dans votre iPhone !

SYLM a développé pour vous une version portable du site de *La Toile* afin de vous permettre d'accéder rapidement au contenu de votre choix. Plus de texte minuscule ni de menu interminable :

1. j'ouvre Safari... 2. je tape latoile.monarchiste.com... 3. je lis !

Et pour relire *La Toile* n'importe où, il vous suffit de sauvegarder chaque numéro dans votre bibliothèque iBooks !

La Toile pense à vous... pensez à *La Toile* !



L'école, lieu du clivage droite/gauche

S'il y a bien eu un consensus dans cette présidentielle, c'est le constat d'un problème ou d'une crise du système éducatif français. Et à bien des égards, à lire tous les programmes des candidats à la présidence de la République sous ce seul angle d'approche, on peut croire que le clivage droite/gauche existe encore en France : l'idéologie prime à gauche, le pragmatisme est roi à droite.



Si l'on fait fi des propos démagogiques — destinés à chacune des cibles de vote des candidats — où la gauche promet des investissements mirifiques dans l'école et où le Président sortant veut mettre au travail les fonctionnaires, force est de constater que la gauche et la droite n'abordent pas du tout avec le même regard la question de l'école. D'un côté, les propositions sont floues, sans jamais que la question du contenu des enseignements ne soit posée ; de l'autre au contraire, la faillite de l'école semble être plus ou moins actée et la révolution — ou plutôt la contre-révolution « néo-républicaine » — en marche.

L'ancrage dans la réalité ?

Les programmes du NPA et de Lutte ouvrière n'abordent pas vraiment la question de l'école (Mme Artaud n'a, d'ailleurs, pas du tout de programme) si ce n'est pour dénoncer son instrumentalisation par les capitalistes. Mme Artaud et M. Poutou sont toutefois d'accord avec tous les autres candidats — à l'exclusion de M. Sarkozy — sur la fin de la politique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Les investissements proposés par toute la gauche, d'ailleurs, sont tellement mirifiques que l'on peut légitimement se poser la question cruciale du financement de ces « y'a qu'à, faut qu'on ». Mais en dehors de cela aucune proposition de l'extrême-gauche. M. Poutou parle de la jeunesse en général et non de l'éducation. Si le développement sur le travail des stagiaires est pertinent et ancré dans la réalité du monde du travail (il appelle à une modification du code du travail pour que les stagiaires et apprentis reçoivent un salaire décent), les premières mesures d'urgence qu'il aurait prises suite à son élection auraient été de désarmer la police, de légaliser le cannabis et de donner le vote dès 16 ans, car là sont les vrais problèmes de la jeunesse française ! On ne saurait être moins pragmatique.

Une école novatrice et émancipatrice ?

Sous ce même angle de l'ancrage dans le réel, tous les partis d'extrême-gauche (LO, NPA, EELV, Front de gauche) s'accordent sur une même idée, assez vague d'ailleurs : l'école doit être « émancipatrice ». Cette notion revient sans cesse sans qu'aucun ne prenne la peine de développer son sens. Ce consensus est d'ailleurs assez paradoxal : dans notre société où l'individualisme est roi, où nous sommes tous plus ou moins déracinés, où la morale n'exerce plus de pression, de quoi pouvons-nous bien encore nous émanciper ? La réponse se trouve peut-être dans le programme d'Eva Joly qui dénonce « les rôles stéréotypés dévolus aux filles et aux garçons » et propose à travers une « pédagogie coopérative » de poser les « fondamentaux d'une citoyenneté planétaire ». Bref, mettre l'élève au centre du système scolaire pour briser les chaînes de la Nature et de la Nation... De belles innovations qui ont été mises en place depuis 68 : l'autorité du professeur ne va plus de soi, des générations entières connaissent mieux la géographie des Etats-Unis que celle de la France, les théories du *gender* sont entrées dans les manuels des petites comme des grandes classes et l'on forme sur cette question les enseignants depuis au moins 2006. Un beau programme de déstructuration et de pensée unique ! Mais apprendre à lire, écrire, compter ne semble pas être dans les priorités de la gauche : tout au plus M. Hollande parle-t-il très vaguement de « savoirs fondamentaux ».

Un constat d'échec et des propositions de remédiation

Il faut arriver aux programmes de droite pour que soit posé le vrai problème : lire, écrire, compter. Qu'il s'agisse de Mme Le Pen ou de MM. Bayrou et Dupont-Aignan, on sent à la lecture de leurs programmes qu'un travail d'enquête de fond a été mené. Tous s'accordent à dire que le seul moyen de rétablir



après avoir passé des heures à faire et à refaire dans la forêt pour son maître, alors il s'accroche sur son lit sous parfois n'avait même la force de manger le pauvre bouillon qui était en fait que de l'eau bouillante assaisonnée d'un légume. Chaque soir pendant que sa femme puisait ses blouses il pleurait, en demandant à Dieu les pièces d'or et en promettant que s'il n'en manquait qu'une il se les procurerait pour... Son maître qui pour le calmer venait lui dire que la pièce n'avait pas été essayée comme aujourd'hui aujourd'hui avait entendu toute la scène attendre le lendemain que Dimitry rentre chez lui pour se hisser sur la tête de la petite chevelure. Et des fois que Dimitry se frottait sa prière pour lacher une à une un parent bien le temps de compte respectueusement 999 pièces d'or.

Dimitry, étonné de l'effacement en ses ses mains au feu avant de ressentir la douleur douce et chaude des flammes pour ramasser le vase qui tombait dans sa cheminée. Tout comme son maître, il les comptait soigneusement pour arriver au décompte final des 999 pièces d'or.

connaissent des réalités sociales différentes dont il faut tenir compte. Et force est de constater que la droite, lors du dernier quinquennat, a supprimé tous les dispositifs introduisant un peu plus d'équité.

Equité et regard de la société

Une vraie politique éducative doit se permettre le luxe de la différenciation, notamment des moyens, des programmes et des structures. Une simple question de bon sens : un enfant dont le français n'est pas la langue usuelle à la maison a besoin de plus de temps et d'attention pour apprendre les bases de notre langue. Pourquoi refuser, par principe, au nom de l'égalité d'ailleurs, de mettre en place des effectifs réduits dans les écoles où la proportion d'enfants issus de l'immigration est forte ? Il serait bon aussi, mais le travail serait long tant le poids du regard de la société est fort, d'en finir avec l'unicité du collège, mais aussi celle du lycée. Trop d'élèves — et leurs enseignants aussi — souffrent dans ce type d'enseignement généraliste, mais trop de parents ont peur de la spécialisation que représente la voie professionnelle. Attitude parfaitement légitime quand on voit la vision de notre société quant au travail manuel. Il faudrait au préalable que chaque poste dans la société ait de nouveau sa légitimité, que l'on soit à la barre du navire ou simple moussaillon, il faudrait que voguer ensemble, pour filer la métaphore, fasse sens. Sortir de l'individualisme pour réapprendre le bien commun : un vrai programme politique, qu'aucun des candidats de 2012 n'évoque.



l'égalité des chances est que chaque élève au sortir du primaire sache lire, écrire, compter, priorité que met aussi en avant M. Sarkozy. Ils enfoncent des portes ouvertes, pourra-t-on objecter. Il suffit de lire des copies de collégiens ou pis de bacheliers pour comprendre que ces savoirs ne sont pas acquis. Voir un lycéen prendre une calculatrice pour multiplier par 2 une note est toujours un spectacle affligeant... Tous, sauf le Président sortant, font des propositions sur la question : M. Dupont-Aignan dénonce la « haute administration pédagogique » et veut ramener le temps d'apprentissage de la langue à celui de 1969 (un élève de sixième avait alors deux fois plus d'heures de français qu'aujourd'hui), M. Bayrou veut aussi que 50% du temps du primaire soit consacré à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, Mme Le Pen prône le retour de la méthode syllabique pour apprendre à lire. M. Cheminade et son programme éducatif aussi long que l'intégralité du programme de M. Hollande, sont en accord avec leurs concurrents sur ce point. Tous évoquent aussi dans une logique néo-républicaine la question de l'autorité du maître : souveraineté des décisions du conseil de classe pour M. Dupont-Aignan, apprentissage de l'autorité via une morale républicaine pour Mme Le Pen, autorité du professeur qui doit enseigner les codes de la vie en société pour M. Bayrou. Il semblerait donc qu'un virage se soit amorcé et que, dans le champ politique, on puisse enfin librement dénoncer les échecs de notre système scolaire.

Entre élitisme et massification, que choisir ?

Mais constater n'est pas agir. Qu'il s'agisse des pleureuses de gauche comme de droite, le fond des choses n'est pas abordé. Notre école est héritière d'une double tradition contradictoire : l'élitisme et la méritocratie napoléoniens, la massification de l'enseignement héritée de 68. Ces deux positions antithétiques n'ont toujours pas trouvé leur heureuse synthèse puisque l'école ne se fixe rien de moins comme but que de mener tout le monde au même niveau d'excellence — niveau d'excellence bien hypothétique, comme les statistiques internationales le montrent. Une vraie politique éducative devrait commencer par prendre acte de cette massification et de ses conséquences. Il faudrait ensuite mettre un terme à cette idéologie dominante qui veut que nous soyons tous égaux devant les savoirs, notamment scolaires — les seuls que l'école évalue et légitime. L'école se meurt, en réalité, d'une conception pernicieuse de l'égalité, en confondant égalité des chances et égalité de fait. Certes, dans une perspective humaniste, on ne peut que louer la volonté de notre Etat de faire bénéficier chaque individu d'un même accès aux savoirs et aux formations. Mais il serait encore mieux de ne pas nier cette réalité — et les faits sont têtus — que l'on ne peut mener tout le monde à l'excellence universitaire, que les élèves

• Sarah Robin •
Professeur de Lettres



La ruralité, nouvelle *terra incognita* ?

Après des décennies de désertification, c'est aujourd'hui près de 40% de la population française qui vit en zone rurale et cette tendance s'accroît régulièrement. Mais que valent politiquement ces 40% ? Représentent-ils aux yeux des politiques une masse acquise ou une masse à convaincre ? D'ailleurs, représentent-ils quelque chose ?



Loin des clichés trop souvent proposés comme modèles de société, la ruralité française se porte bien, merci ! Elle fait preuve d'un réel dynamisme en apportant, bien souvent, une réponse adaptée au besoin des ruraux et des néo-ruraux. La campagne française est aujourd'hui peuplée, pour une bonne part, de français qui choisissent de quitter les centres urbains pour venir goûter à la paix, au calme et au silence des campagnes, à l'appel des grands espaces comme un nouveau *way of life* ; d'autres le décident pour pouvoir accéder à la propriété, les prix étant moins élevés qu'en zone urbaine. Mais cela entraîne de nouvelles réalités parfaitement visibles pour qui y vit ou pour qui veut bien s'y intéresser.

Nos villages ne sont plus ces cités abandonnées que l'on traverse tel un fantôme. Nos villages (re)vivent, la poussée démographique y est réelle... Ces mêmes villages sont bien souvent administrés par des hommes de terrain n'ayant que faire des politiques « parisiennes » ou des diktats législatifs.

Electoralement parlant, 40% de la population ce n'est pas rien... Et au-delà de l'électorat primaire, s'intéresser à la vie et aux préoccupations de 40% des français est un devoir impérieux ! Rappelons-nous des mots d'un ancien ministre de l'économie, aujourd'hui directrice générale du Fonds Monétaire International, qui n'a pas eu peur de proposer aux français d'aller travailler à vélo (ci-contre)... Oui, bien sûr lorsque vous avez à parcourir chaque jour pour vous rendre sur votre lieu de travail de nombreux kilomètres, lorsqu'il vous faut aller chercher les enfants à l'école, chez la nourrice ou simplement lorsque vous avez besoin de faire quelques approvisionnements nourriciers... Mais cette « proposition » n'était-elle pas simplement le fruit d'une analyse politique réelle ? Sans vouloir tomber dans un anti parisianisme primaire, il faut

bien avouer que nos élites voient bien souvent la ruralité... depuis Paris ou Bruxelles.

Au soir du premier tour, ou plutôt au lendemain, tous ces braves commentateurs, tous ces braves politiciens étaient bien étonnés de voir que la ruralité avait voté Marine Le Pen. Car enfin, la ruralité n'a pas de problème... La ruralité n'a pas de cité, la ruralité ne connaît pas le chômage, la ruralité, finalement, ne doit pas avoir de besoin et ne doit pas avoir d'intérêt à ce que l'on s'intéresse à elle.

L'or noir, luxe ou nécessité ?

Les hausses successives du prix du pétrole entraînent une paupérisation de la population. Le fuel reste la première des énergies de chauffage, le carburant n'est pas un luxe dont on peut se passer et aucune politique n'est venue apporter de réponse. En dix ans, le prix du baril a été multiplié par plus de deux et les populations rurales souffrent de ces augmentations qui les obligent à revoir l'intégralité de l'équilibre de leurs budgets. Les grandes orientations relatives aux transports en commun ne sont pas applicables en zone rurale et le rééquipement intégral d'une installation de chauffage a un coût que bien des foyers ne peuvent se permettre.

Et que dire des agriculteurs pour qui l'or noir est la seule source d'énergie ? Aucune réponse ne leur est encore apportée car la profondeur abyssale du problème du coût du pétrole n'est pas prise en compte.

La criminalité, un facteur urbain ?

La criminalité baisse dans les zones urbaines même si la violence se radicalise pour devenir toujours plus forte. Mais la criminalité ne connaît pas les frontières artificielles des départements ou des régions. Les vols avec effractions se multiplient en zone rurale jusqu'à atteindre des sommets. Dans certaines zones, dans certains villages, le taux peut atteindre 15 à 20% de ces « visites » sur une année. Ajoutons à cela le redéploiement des forces de Gendarmerie : à force de regroupement de brigades ou de suppression de gendarmeries et de postes de gendarmes, il faut aujourd'hui près d'une heure pour parcourir les immensités séparant les extrémités de secteurs d'intervention. Et puis la loi des ratios est claire, il faut autant de personnel de force de sécurité par habitant d'un bout à l'autre du territoire... alors que les réalités de terrain ne sont pourtant pas les mêmes. Mais là encore, aucune réponse n'est apportée car le problème est une nouvelle fois envisagé d'un point de vue urbain.



Une éducation pour tous ?

Comme tout le monde le sait, l'Education Nationale est en charge des écoles (maternelle et primaire). Mais rappelons-le ici, uniquement des programmes, de leurs applications et des salaires du personnel qui dépend de cette administration. Pour tout ce qui concerne les locaux, le personnel non enseignant et le matériel pédagogique, ce sont les communes, les syndicats scolaires ou les communautés de communes (en cas de

concernées, nous savons que dans moins de dix ans ce sera le cas. Toutes les réponses qui y sont aujourd'hui apportées (comme les maisons médicales, par exemple) sont initiées par la même volonté d'économie d'échelle. Les ruraux sont aujourd'hui obligés de se rapprocher des centres urbains pour pouvoir trouver des professionnels de la santé. Plus d'une demi-heure de route pour trouver le moindre praticien devient le lot quotidien de bon nombre de ruraux.

Toujours et encore, aucun remède n'est proposé.



Il existe tellement de problèmes qui ont une spécificité rurale, voire qui sont la spécificité de la ruralité. Nous pourrions citer la disparition des services publics, des commerces de proximité, des filières économiques à vocation agricole, la captation des espaces de production agricole, la production et la distribution d'eau potable... L'on suppose que tout cela relève, en règle générale, de l'aménagement du territoire. Mais le politique ne doit-il pas s'appliquer à ce que, dans son pays, il fasse bon vivre sur l'ensemble de ses zones, qu'elles soient urbaines ou rurales ?

Gageons que si aucune réponse n'est apportée rapidement à l'ensemble des questions propres à la ruralité, cette dernière finira par avoir des réactions qui ne laisseront pas la classe politique indemne.

délégation) qui doivent pourvoir, la charge financière n'étant alors qu'un jeu d'écriture comptable. La disparité du territoire national est réelle et sans commune mesure. Comment comparer ce que peuvent offrir à leurs enfants la ville de Paris et la commune de Barmainville (Eure et Loir) avec ses moins de 100 habitants ? Les similitudes entre zone urbaine et zone rurale sont ici encore de plus en plus ténues, pour ne pas dire tendues...

A nouveau, aucune réponse n'est apportée à ces spécificités de la ruralité.

Le processus a déjà commencé. Après les sénatoriales de 2011, qui ne furent que le prolongement des municipales de 2007, moins de 40% des départements ruraux ont placé Nicolas Sarkozy en tête au premier tour de l'élection présidentielle, tout comme au second tour. La ruralité, qui était hier la première source de voix du pouvoir politique de droite, a manifesté, plus qu'avec la relative poussée du Front National, son rejet de la classe politique qui la gouverne.

Alors, les analystes des formations politiques de droite devraient bien s'y intéresser s'ils ne veulent pas perdre de façon durable cette réserve « électorale ». A moins qu'en fait d'analystes, ils ne soient que des voyants à la petite semaine...

La santé, le sujet d'avenir ?

La désertification médicale en zone rurale touche toujours davantage de territoires. Même dans les zones non encore

• Phda •

PUBLICITE



Monarchism with Style

COLLECTION 2012
-25%*

* jusqu'au 10 juin 2012

Met Appeal

<http://www.rexappeal.info>

Le Front National dans les élections de 2012

Alors que les premiers chiffres du premier tour de l'élection présidentielle du 22 avril 2012 tombent sur tous les écrans, Marine Le Pen finit d'ajuster son discours. Avec ses 18%, le Front National est devenu le 3^{ème} parti de France. C'est donc une Marine Le Pen (ci-dessous) souriante et radieuse qui monte sur l'estrade et peut enfin affirmer devant ses militants qu'elle est devenue « la seule opposition à la gauche » et que « la bataille de France ne fait que commencer, [que] rien ne sera plus jamais comme avant. »



Le Front National, parti d'extrême-droite classique créé en 1972 sous la houlette de Jean-Marie Le Pen, ancien député poujadiste et orateur au verbe incomparable, est devenu en quelques mois un parti néo-populiste sous l'impulsion de sa fille et héritière, Marine. Si son père était vraiment pour certains le tenant d'une France impériale, d'un ultra-catholicisme, de l'Algérie française, qu'il gardait le soutien de quelques pétainistes à la recherche d'un Maréchal de substitution, sa fille a décidé de « dédramatiser » le parti en lui donnant une image plus conforme à celle d'un parti de droite patriotique à l'instar de son confrère italien, l'Alliance nationale. Ce dernier qui, rappelons-le, avait décidé d'abandonner ses habits fascistes trop voyants, avait progressivement atteint les hautes sphères de la vie politique et finalement intégré un gouvernement de coalition.

Oublié l'échec de la présidentielle de 2007 où le Front National avait péniblement atteint les 10% et les échos de la presse qui annonçait déjà sa prochaine disparition. Débordante d'énergie et dotée d'un sens de la répartie identique à celui de son père, Marine Le Pen s'est posée entre le premier et le second tour comme l'arbitre de cette présidentielle, forçant la droite comme la gauche à courtiser les électeurs du vote frontiste. A 43 ans, à la tête du mouvement depuis janvier 2011, le leader du Front National se veut le prophète de tous ces oubliés des classes populaires, des classes agricoles ou de ceux issus de la moyenne bourgeoisie, qui subissent les affres de cinq ans de crise économique mondiale. Surfant sur cette vague « bleu marine », les nombreuses ligues identitaires (Nissa Ribela, Ligue du Midi...), régionalistes (Alsace d'Abord, Ligue du Sud...) et autres partis minoritaires d'extrême-droite (Mouvement National Républicain, Parti de la France, Ordre Nouveau, Parti des Forces Nouvelles...) se sont ralliés au Front National qui pense déjà à changer de nom.

Pourtant, à y regarder de plus près, les thèmes de campagne

de la fille sont également ceux qui ont profité au père : immigration, sécurité, campagne en faveur du protectionnisme, etc. Le Front National a finalement réussi à imposer une image de parti politique modéré dans le paysage français faisant oublier les déclarations tonitruantes de Jean-Marie Le Pen qui firent les choux gras de la presse nationale et locale. Une stratégie dont peuvent se féliciter les cadres du mouvement car aujourd'hui les tenants de la Droite populaire (43 députés conservateurs au sein de l'Union pour la Majorité Présidentielle/UMP), n'hésitent pas à parler d'éventuelles alliances avec le Front National pour les prochaines élections législatives. Le Président sortant, Nicolas Sarkozy, n'avait pourtant cessé de marteler sur les ondes télévisées tout au long de sa campagne qu'il excluait toute alliance avec le Front National.

Mais désormais, avec une UMP au bord de l'implosion après la défaite de son candidat au second tour de l'élection présidentielle du 6 mai 2012, Marine Le Pen estime être le porte-parole légitime de la nouvelle droite et peut enfin espérer faire entrer de nouveau le Front National sur les bancs de l'assemblée que le mouvement de Jean-Marie Le Pen avait occupés de 1986 à 1988.

Le Front National vient d'opérer son changement et, de parti d'opposition, s'est mué en futur parti gouvernemental. Un succès électoral et un rôle d'arbitre que le Front National se devra de confirmer lors des prochaines élections législatives de juin 2012.

• Loïc Marv-Laf •

LES DOSSIERS
ISRAEL MAGAZINE
LE MAGAZINE DU PROCHE ORIENT ET DU MONDE JUIF
EDITION INTERNATIONALE

Marine le Pen
"Les Juifs n'ont rien à craindre du Front National"
Interview exclusive

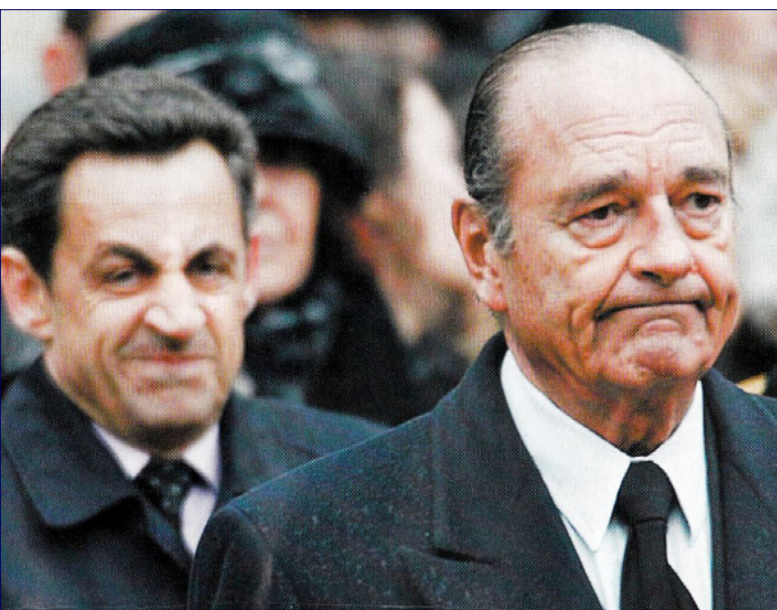
Israël, le Géant énergétique de demain

Rencontre exclusive avec Enrico Macias
Itamar et la fin du processus de paix
Ramot Maïm, un mochev israélien bien français

N° 123 - Mai 2011
Israël : 15 sh - France/Belgique : 4 € - Suisse 9 FS - Canada 8CS
12ème ANNÉE
www.israelmagazine.co.il

Droites en France : et maintenant ?

Voilà, c'est terminé. Sans surprise, les Français ont un nouveau président de la République. Mais que va-t-il se passer maintenant ? Puisque la messe est dite, les politiciens vont-ils retourner gentiment au bercail ? Il pourrait être important d'essayer de voir un petit peu plus loin que demain, quoique finalement, tout aura déjà recommencé. Petit retour en arrière sur ce qui peut apparaître aujourd'hui, pareillement qu'hier, comme les erreurs stratégiques des droites françaises.



Quelle droite « parlementaire » ?

L'ensemble de la droite avait applaudi lors de la création de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP). Comme un seul homme, tous avaient rejoint la belle bannière brandie par Jacques Chirac en 2002. Mais dix ans plus tard, quelle réalité cette formation représente-t-elle encore ?

La quasi-totalité des formations politiques de droite (à l'exception de la défunte UDF) avait rejoint les rangs de l'UMP, soit en tant que partis associés (Parti Radical, Forum des Républicains Sociaux, Centre National des Indépendants, etc), soit comme forces d'appoint (Mouvement Pour la France ou encore Chasse Pêche Nature et Tradition). Et cela a fonctionné, que ce soit en 2002 ou encore en 2007. Mais pour 2012... c'est une autre histoire. Il en a été avalé des couleuvres, il en a été rongé des freins... Et pour terminer le tout, une belle défaite !

Nicolas Sarkozy a fait de l'UMP son parti, sa force, son relai avec ses hommes, mais n'était-ce pas un mauvais calcul ? Était-il bien nécessaire de museler de la sorte toute velléité de critique et d'analyse ?

Tous derrière le Président, voilà quel était le mot d'ordre. On ne veut voir qu'une tête. Pas l'ombre d'un lacet ne doit dépasser. Et pour parachever le tout, un beau petit gouvernement d'ouverture fut donné au peuple de droite et au peuple français. Quel beau signe de réussite ce fut ! Quel signal fort donné à la population française et au monde ! La France est unie derrière son Président. Et cinq ans plus tard, que reste-t-il de cette belle unité ?

Il m'est avis que le candidat-président, alors non encore déclaré,

a fait plusieurs erreurs stratégiques et la première fut bien cette unité avancée.

Dans la même veine, avoir empêché tout autre candidat « de droite » de se présenter à l'élection présidentielle. En effet, cette unicité, cette ouverture et les errements de gouvernance ont usé ce fameux « peuple de droite ». Une droite anti-sarkozyste est née durant ces cinq ans. A-t-elle eu un candidat majeur pouvant cristalliser ce mécontentement, cette grogne ? Non. Toujours cette même sacro-sainte idée : une seule tête visible.

A-t-on vu les ténors de la majorité présidentielle entrer en campagne ? Mais où étaient donc les Michèle Alliot-Marie, Hervé Novelli, Charles Pasqua, Hervé de Charette, Dominique Paillé, Jean-Pierre Raffarin, Jacques Toubon, Dominique Perben et tant d'autres ? Finalement, hormis Henri Guaino, François Coppé, Xavier Bertrand et Nathalie Kosciusko-Morizet — j'oublie volontairement Nadine Morano (ci-dessous avec Louis Aliot, vice-président du Front National)... — nous n'avons pas entendu grand monde. A-t-on perçu ce fameux collectif de parlementaires baptisé « droite populaire » ? Les souverainistes de droite ont-ils eu ne serait-ce qu'un seul mot pour soutenir le président sortant ? Non. Personne ne devait venir déranger le plan établi. De la même façon, tous les candidats potentiels à l'élection présidentielle ont vécu la même « aventure malheureuse ». Jean-Louis Borloo jeta l'éponge rapidement, mais après quelles tractations ? Philippe Nihous fit de même, comme Christine Boutin. Hervé Morin nous en reparlerons plus loin, et il est difficile d'oser évoquer ici l'aventure de Gilles Bourdouleix dont personne n'a entendu parler.

Ainsi donc, ces électeurs de droite insatisfaits n'ont pas eu de candidat de substitution pour passer leurs nerfs au premier tour de l'élection présidentielle. Ils n'ont eu aucun candidat pour lequel s'engager et marquer un mécontentement de droite. Et par voie de conséquence, aucun ralliement possible au second tour, aucune réserve de voix constituée.

Et maintenant, que va-t-il se passer ? Même le vaincu a cru bon de rappeler qu'il fallait rester uni. Est-ce un aveu de culpabilité ou une dernière pirouette ? Il n'est pas futile de croire que cette sinistre campagne va laisser des traces et que l'UMP, ce beau mouvement unitaire, va rapidement devenir une coquille bien vide. Mais il n'existe pas de formation politique qui aujourd'hui soit capable de réunir tous ces électrons. La coquille du RPR pourrait, peut-être, servir de refuge.



Et chez les centristes ?

Les mésaventures de Jean-Louis Borloo, de François Bayrou (ci-dessous), d'Hervé Morin ou encore de Christine Boutin, ont semé un certain trouble également au sein des formations centristes. Les intentions de vote n'ont jamais véritablement décollé. Hervé Morin se voulait le « Nicolas Sarkozy du centre », unitaire et rassembleur. C'est un beau revers qu'il a essuyé... Le centre est décomposé, les centres ont éclaté. Il est tout aussi facile de dire que les centristes n'ont pas soutenu leur candidat naturel qu'était Hervé Morin, de la même façon qu'ils n'ont pas soutenu Nicolas Sarkozy. Et la dernière idée en date de François Bayrou d'apporter sa voix à François Hollande ne va certainement pas faire avancer les choses vers la reconstruction d'une force centriste.

Les négociations et autres marchandages visant à s'assurer des circonscriptions (éligibles ou non) pour les élections législatives



vont certainement coûter cher. Nicolas Sarkozy, si l'on reprend les déclarations de chacun, a promis 100 circonscriptions par ci, 50 par-là, encore 100 d'un autre côté. Mais il n'y en a que 577... Les choses vont être compliquées et les accords électoraux difficiles à tenir.

Alors, quelle place le centre aura-t-il demain dans la vie politique française ? D'ailleurs quel sera ce centre ? L'éclatement est déjà programmé. Qui sera demain le nouveau chef de file ? Et quel mouvement politique pourra cristalliser et réunir ces centres ? Le Nouveau Centre derrière Hervé Morin et Philippe Vigier semble bien mal parti. Son aile droite s'est déjà fortement rebellée en suivant majoritairement Maurice Leroy. Une guerre interne a commencé.

Le Modem de François Bayrou avait déjà du plomb dans l'aile. Les élections se suivent et se ressemblent... Peu d'élus, peu de représentativité, peu de cadres, pas de base.

Le Parti Chrétien Démocrate de Christine Boutin semble avoir un problème majeur qui réside dans la personne même de son chef. Sans charisme et avec une image médiatique de prude bourgeoise, elle ne convient pas sur les idées non plus.

Le parti radical de Jean-Louis Borloo est peut-être le seul qui pourrait tirer son épingle du jeu. Son chef jouit d'une image bienveillante. Ce fut peut-être le seul vrai stratège de cette campagne.

Et l'aile droite de la droite ?

Le Front National se gausse. Le Front National exulte. Le Front National a gagné l'élection présidentielle. Marine Le Pen fut le troisième « homme »... Tout cela n'est-il qu'un ramassis de lieux communs ?

Pour naître, croître et vivre, le Front National a eu besoin de s'appuyer sur les routiers de « l'extrême-droite » française. Tous ses cadres ont été formés ailleurs, sortent de groupuscules divers et variés. Leur ciment était Jean-Marie Le Pen. Tout s'est étioilé petit à petit. Bruno Megret, Carl Lang, Martine Lehideux, Martial Bild, Bernard Antony, Jean-Claude Martinez et bien d'autres ont quitté le paquebot. Les cadres des fédérations ont bien souvent suivi.

Pour vivre, le Front National a besoin d'une base militante, c'est ce qui a fait sa force. Son implantation locale fut le gage de sa réussite mais qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

Marine Le Pen a-t-elle convaincu près de 18% des électeurs lors du premier tour de l'élection présidentielle ou les électeurs ont-ils simplement voté une nouvelle fois pour le père ? C'est bien vers la seconde hypothèse qu'il faut aller. Certainement le Front National va connaître d'autres victoires politiques, d'autres victoires électorales, mais qu'en fera-t-il ? Sans dirigeants, sans les « idéologues » qui sont partis, continuer va être difficile.

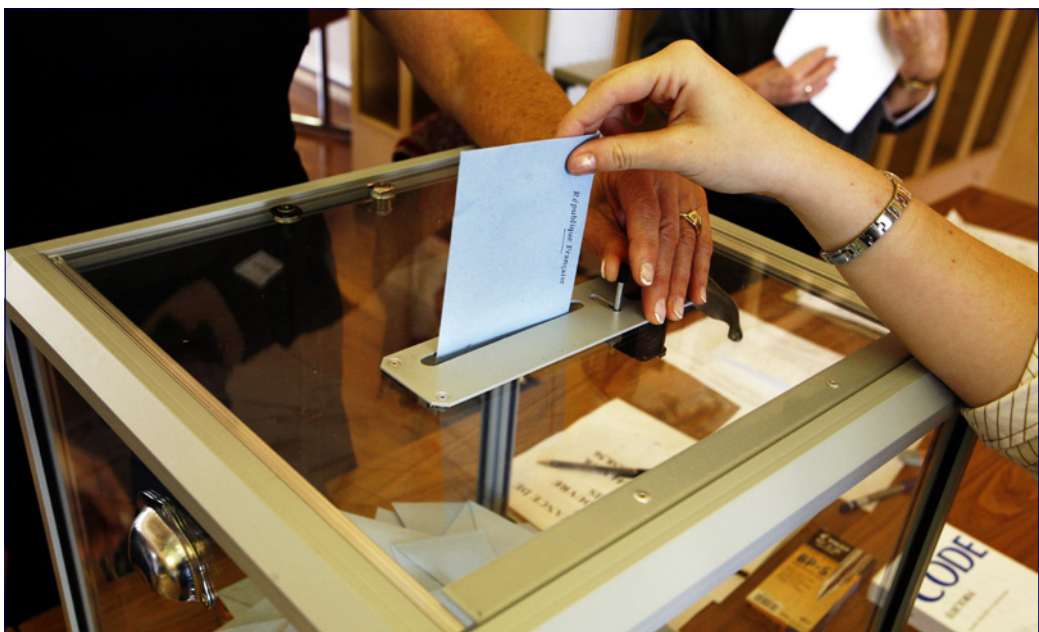
Marine Le Pen et le Front National sont aujourd'hui devant des choix politiques cruciaux pour leur avenir. Rester sur la même ligne historique, pourquoi pas, mais sans seconds couteaux pour tenir les plateaux télévisés, ce ne sera pas facile, les émissions qui ont suivi le premier tour de l'élection nous l'ont bien montré. De plus, sans la base militante qui a fait ses résultats, la présence physique sur le terrain va également devenir difficile.

Enfin la dernière force qui reste au Front National, c'est son nom. Peu d'électeurs vont porter leur voix sur tel ou tel candidat mais « on vote Front ». Si l'on en croit les indiscrétions qui circulent sur internet et dans les journaux, le Front National entendrait changer de nom... Ce serait un véritable sabotage en règle, un *seppuku* politique.

Pour conclure, Marine Le Pen est-elle du Front National ou est-elle « simplement » de droite ? Est-ce que finalement ce n'est pas la question posée ?

Cette analyse n'est peut-être qu'une nouvelle de science-fiction, qu'une vue de l'esprit. L'avenir seul pourra nous dire si ces lignes auront une once de réalité. Une chose est certaine, c'est un bien triste tableau que la droite française (parlementaire ou non) nous présentera demain... ou aujourd'hui déjà.

• Antoine Bruneau •
Elu local



Quand le Front National entre en Gard...



Il y a dans le panégyrique qu'écrivit Bernanos (ci-contre) en faveur d'Edouard Drumont, fondateur de l'antisémitisme moderne, cette expression énigmatique : « ... le petit peuple admirable de la rue Enclos-Rey... », sans que soit précisé la ville où cette rue se situait.

Il y en a une à Nîmes, qui donne sur le boulevard Gambetta, et c'est bien de celle-ci qu'il s'agit. Elle était fameuse parce qu'elle abritait le siège local de l'Action française. Le Gard comptait alors 5.000 Camelots du Roi (à droite), ce qui en faisait le deuxième département du mouvement royaliste, après Paris. A la différence de la capitale, il ne recrutait pas principalement

dans une jeunesse estudiantine plus ou moins dorée, mais, seul en France dans ce cas, dans ce petit peuple dont parlait Bernanos. Il n'avait pas besoin de dire dans quelle ville se situait la rue Enclos-Rey. Tous ses lecteurs le savaient. Le Gard portait alors l'espérance qu'avait l'Action française de devenir un grand mouvement populaire.

Depuis lors, deux guerres mondiales ont fait oublier cette particularité. Les votes SFIO et PCF dominèrent ce département jusqu'aux années 80, avec un pic en 1978, où ses quatre députés appartenaient au PCF.

En 2012, le Gard s'est illustré différemment : il est devenu le seul département de France où Marine Le Pen se soit retrouvée en tête de tous les candidats au premier tour de l'élection présidentielle, avec 25,51% des voix.

Ce qui, tout compte fait, ne nous rajeunit guère et mérite réflexion.

Le vote Front National, qui se présente, entre autres, comme une réaction sainement identitaire face à l'islamisation du pays, n'est pas lié à la présence ou non de musulmans. Si celle-ci peut en être le prétexte, elle n'en est pas la cause.

Les deux seuls départements de France où la population musulmane excède les 10%, le Val d'Oise et la Seine-Saint-Denis, ont moins voté FN que le reste de la France (respectivement 15,6 et 13,5%). Il en va de même pour toute l'agglomération parisienne, où la population musulmane approche les 10%, y compris à Paris-même où Marine Le Pen n'obtient pourtant que 6% des suffrages.

A l'inverse, l'arc méditerranéen, où elle fait ses plus beaux scores, est doté d'une présence musulmane plus légendaire que réelle. Elle ne dépasse un peu la moyenne nationale que dans l'Hérault, le Gard, le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône, tout en restant inférieure à celle du Rhône, qui n'aura offert qu'un mince



succès au FN (15%, à comparer aux 22 à 27% des départements précités).

Le reste, Var, Alpes-Maritimes, Aude, Pyrénées-Orientales, Ardèche et Drome, a moins de musulmans que la moyenne du pays, et score entre 20 et 25% pour Le Pen. La palme revient au plus discret d'entre eux, la Lozère, l'un des rares départements français où la présence musulmane demeure anecdotique (inférieure à 3%), mais où le vote FN est à peu près dans la moyenne nationale (17,3%).

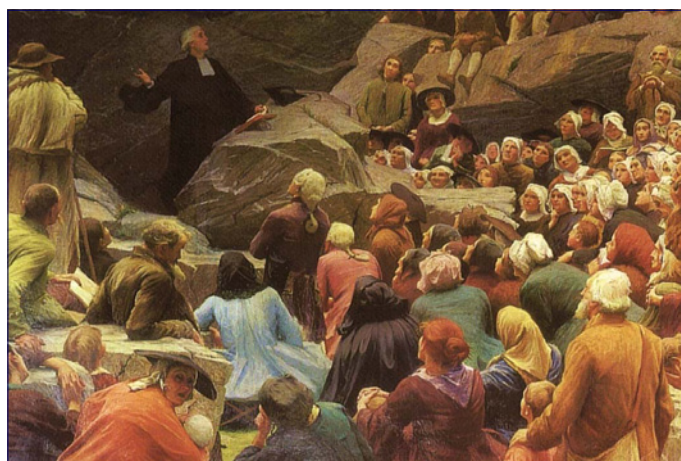
La carte du vote Marine Le Pen est plus en phase avec celle du chômage, mais sans se confondre avec elle non plus. Là encore, la Lozère est exemplaire, puisqu'elle a l'un des plus bas taux de chômage du pays.

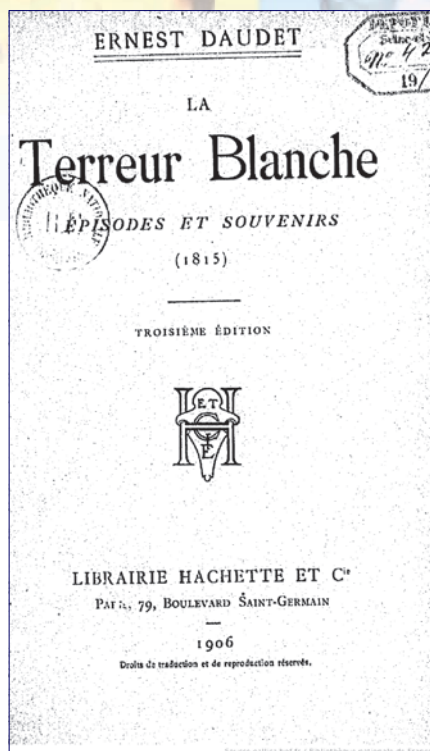
Tel n'est pas le cas du Gard, qui ne le cède sur ce point en France métropolitaine qu'à son voisin l'Hérault, lequel détient le record hexagonal, mais se laisse distancer quant au vote Front National (22,28%).

Dans le détail, on s'aperçoit que les deux villes principales du Gard, Alès et Nîmes, qui ont la population musulmane la plus évi-

dente (occupant presque seule des quartiers entiers), et le taux de chômage le plus élevé, ont moins voté FN que le reste du département (20,6% chacune). Dans celui-ci, deux zones distinctes apparaissent, les Cévennes et la plaine du Languedoc. Dans les Cévennes, Le Vigan ou Valleraugue résistent avec 16 et 15% de votes FN. Dans la plaine, Beaucaire, sur le Rhône, dépasse les 35%, tout comme Saint Gilles en Camargue, ou Milhaud près de Nîmes.

Les Cévennes, en effet, sont de tradition protestante, et la plaine catholique. L'Action française, qui fut si forte dans le Gard, n'avait jamais pénétré les montagnes. Son influence s'était arrêtée à Uzès (25,51% en faveur de Marine) et Alès. Au-delà commençait le domaine exclusif des huguenots (ci-dessus), aujourd'hui bien entamé par la disparition de la paysannerie et l'installation d'une population venue d'ailleurs. Les calvinistes, brimés ou persécutés sous les rois de France, étaient restés fidèles à la République qui





leur avait accordé la liberté de culte. Dans le même temps, les catholiques de la plaine manifestaient leurs préférences identitaires en massacrant quelques dizaines d'ouvriers italiens à Aigues-Mortes en 1893. Certes, ceux-ci volaient le pain des autochtones en travaillant aux champs à leur place, mais de semblables situations avaient lieu ailleurs sans entraîner de tels excès. La chose n'était pas nouvelle. On avait pu constater le même phénomène précédemment, avec la Terreur Blanche qui en 1815 balaya le Midi.

Elle fut illustrée, de Toulouse à Marseille par diverses exactions, mais aucune n'égalait le massacre des protestants dans le Gard, qui resta la plus importante contribution aux

assassinats perpétrés durant cette période. Les coupables ne trouvèrent pas de juge pour les condamner.

La Terreur de 1815 avait elle-même connu un précédent vingt ans plus tôt, en 1795, avec le massacre des jacobins par les royalistes. Quatre-vingt ans auparavant s'était terminée la Guerre des Camisards, au cours de laquelle les troupes de la catholicité avaient mis les Cévennes protestantes à feu et à sang, ne laissant debout que trois villages dans ces montagnes qui s'étendaient de l'Hérault à l'Ardèche, en passant par le Gard et la Lozère. C'est ainsi que, de générations en générations, sans qu'il se passe assez de temps entre deux épisodes pour que l'oubli soit possible, on remonte jusqu'au déclenchement des guerres de religion, durant lesquelles calvinistes et papistes rivalisèrent ici d'exécutions et de massacres.

Le vote Front National du Gard, qui va s'atténuant entre la Méditerranée et le mont Aigual, suit la carte du légitimisme d'autrefois, catholique et royaliste, bien plus que celle du chômage ou de l'islam, depuis la côte camarguaise, où le cheval fut toujours plus estimé que l'étranger, jusqu'aux montagnes qui offraient leur Refuge aux protestants.

C'est pourquoi un islam de France, l'intégration des immigrés ou un retour des emplois, pour citer les principaux remèdes qu'on évoque pour soigner la peste brune, n'y pourront rien. Ce vote prend racine dans une tradition d'intolérance plus ancienne que les éléments conjoncturels par lesquels on veut l'expliquer. L'extrême-droite est à nouveau dans ses murs dans le Gard. Elle n'en sortira pas de sitôt. Si au second tour, son électoralat a montré qu'il était récupérable par la droite classique, un fief est repéré. Alors qu'en plaine, Sarkozy atteint généralement les 60%, les deux principales villes de la deuxième circonscription du Gard, Beaucaire sur le Rhône, et Vauvert aux portes de la Camargue ne lui en offrent que 52%.

L'abstention et le vote nul y ont été de 10% supérieurs aux communes environnantes. Là, le Front National dispose d'un électoralat solide. Maître Gilbert Collard, l'avocat rallié au FN, s'y présente aux législatives. Le bruit court que la DCRI le donne élu.

• Amate •
Ecrivain anarchiste



CONFERENCE MONARCHISTE INTERNATIONALE

LE SITE OFFICIEL DE LA CMI REGROUPE LES ORGANISATIONS, JOURNAUX, SITES ET BLOGS MONARCHISTES AYANT ADHÉRÉ À SA CHARTE. IL VOUS PERMET DE LES CONTACTER PLUS FACILEMENT ET VOUS TIENT INFORMÉ DES ACTIONS COMMUNES.



COMMUNAUTÉ SYLM

LE SITE DE LA COMMUNAUTÉ EST UN ESPACE INTERNATIONAL SÉCURISÉ D'INFORMATION, D'ÉCHANGES ET DE TRAVAIL, DÉDIÉ AUX MONARCHISTES ET AUX CURIEUX DÉSIREUX DE MIEUX CONNAÎTRE LA MOUVANCE, SES RÉALISATIONS ET SES PROJETS.



SYLMPedia

SYLMPEDIA EST LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE PARTICIPATIVE DÉDIÉE AU MONARCHISME. VOUÉE À DEVENIR LA MINE D'INFORMATION DONT NOUS AVONS BESOIN, ELLE ATTEND VOS CONTRIBUTIONS POUR GRANDIR UN PEU PLUS CHAQUE JOUR.



REX APPEAL

IL EXISTE MILLE FAÇONS D'AFFICHER SES IDÉES. REX APPEAL VOUS PROPOSE DES VÊTEMENTS ET DES OBJETS MONARCHISTES ET ORIGINAUX POUR LES AFFIRMER AVEC STYLE OU AVEC HUMOUR TOUT AU LONG DE L'ANNÉE. POURQUOI SE PRIVER ?



Une campagne surréaliste

C'est dans une ambiance surréaliste que les Français ont choisi l'homme qu'ils voulaient et plus encore l'homme qu'ils ne voulaient pas. Ce phénomène de double rejet a empêché le raz-de-marée annoncé en faveur de François Hollande. Et le choix final du 6 mai s'est effectué dans une grande confusion politique, entretenue par les deux principaux candidats et par les médias.



Depuis longtemps, les candidats à la fonction présidentielle se présentent avec des programmes de chef de gouvernement. Après avoir exercé son pouvoir de manière autocratique, il était normal que Nicolas Sarkozy lance à tous vents des promesses innombrables et contradictoires selon les cibles fournies par les communicants de l'Élysée. Mais François Hollande,

comme ses prédécesseurs socialistes, s'est laissé emporter par cette frénésie qui lui a fait promettre des places de professeurs, des changements dans l'ordre des mœurs, des mesures fiscales alors que le président de la République n'a pas l'initiative des lois.

Comme toujours fascinés par les personnalités et les stratégies, les directeurs de l'opinion publique n'ont pas tenté le moindre rappel à l'ordre constitutionnel. Il n'a même pas été question des élections législatives, alors qu'il eût été important d'interroger Nicolas Sarkozy sur la ligne de conduite de président réélu face à un Parlement majoritairement acquis à l'opposition de gauche. Contre l'hypothèse paresseuse de la cohérence des votes à la présidentielle et aux législatives, la volonté de revanche de la gauche et la présence de candidats du Front national dans de nombreuses circonscriptions avaient toutes les chances de provoquer la défaite de l'UMP.

La concurrence des programmes de gouvernement et les opérations montées au vu des sondages ont rejeté à l'arrière-plan deux grandes questions qui sont de la compétence du président de la République : la guerre en Afghanistan, la pertinence du nouveau traité européen, la crise de la zone euro et celle des banques. Là encore, les directeurs de l'opinion publique n'ont pas fait leur travail, préférant suivre les candidats dans des digressions et des agressions qui leur ont aliéné maints suffrages. Beaucoup ont refusé de voter pour François Hollande à cause de la proposition sur le mariage homosexuel. Beaucoup ont abandonné Nicolas Sarkozy parce qu'il tenait des propos de guerre civile en ciblant les musulmans et incitait à la guerre sociale en dénonçant les organisations syndicales.

Cette campagne n'a pas été inutile, cependant. Nous avons vu des traditions politiques s'affirmer, dans les médias plus que dans les urnes mais ce n'est qu'un début : Nicolas Dupont-Aignan a pleinement incarné le gaullisme authentique et Jean-Luc Mélenchon est devenu le héraut de la vieille gauche socialiste sans parvenir à entraîner un vaste électorat populaire en raison de la faiblesse de ses analyses et de ses propositions économiques.

Surtout, les deux principaux candidats se sont efforcés d'éduquer ou de travestir les questions angoissées que se posent les Français — victimes du libre-échange sur le marché mondialisé et du carcan de l'euro dans une France sans projet défini. Nicolas Sarkozy leur a répondu en dénonçant les immigrés et en célébrant les frontières alors qu'il venait de signer sous l'égide d'Angela Merkel un traité qui privera le Parlement et le Gouvernement français de leur liberté en matière budgétaire. François Hollande a compris tardivement que la gauche devait reconquérir les classes populaires marginalisées et appauvries mais sans prendre nettement position contre le libre-échange et l'euro alors que la Grèce martyrisée s'enfonçait dans le chaos politique révélé par les élections législatives du 6 mai, alors que l'Espagne entrait en récession tout en poursuivant une politique suicidaire.

Pour ne pas se perdre dans le flux des émotions, des propositions et des messages subliminaux, la Nouvelle Action royaliste a pris une position très simple. En 2007, le nouvel élu n'était pas entré dans la fonction présidentielle mais avait choisi de rester le

chef de son clan et d'être le fondé de pouvoir de l'oligarchie financière. Il fallait donc un président de la République. François Hollande semblait pouvoir assumer cette charge et annonçait, conformément à ses responsabilités propres, qu'il déciderait de retirer nos soldats d'Afghanistan et qu'il renégocierait le traité européen. D'où notre appel en sa faveur, qui ne vaut pas adhésion à une politique qui sera définie et conduite par le gouvernement, après les élections législatives.



Le 6 mai au soir, la question du chef de l'État a été résolue : les Français ont choisi un président de la République.

Le 7 mai, nous sommes sortis du surréalisme. Il ne s'agit pas d'un « retour au réel » — ce slogan évoque de mauvais souvenirs — mais de la confrontation à une situation politique lourde de violents conflits. Insurrection du peuple grec contre Berlin, Washington et Bruxelles. Affrontement nécessaire entre la France et l'Allemagne sur le traité européen, donc sur l'orthodoxie économique qui est en train de détruire une partie de l'Europe. Explosion de la zone euro puisque les dirigeants n'ont pas écouté ceux qui préconisaient une sortie concertée de la monnaie unique.

Très vite, François Hollande sera jugé sur ses actes.

• **Bertrand Renouvin** •

Directeur politique du bimensuel *Royaliste*

Zéro partout... balle au centre !

La question que je me pose d'abord est « Ya-t-il eu une campagne électorale ? » Il me semble n'avoir entendu que les mêmes petites querelles, les mêmes invectives qui émaillent l'habituelle vie politique française. Peut-être un peu plus nombreuses, peut-être un peu plus ineptes. Et pourtant j'essaie de m'y intéresser, d'autant plus que je suis une élue et une militante. Mais le climat n'est pas à la ferveur ni à l'enthousiasme. Tout cela me paraît bien terne. Comme si les Français étaient anesthésiés (je n'ai pas dit décérébrés). Mais que leur propose-t-on ?



La campagne présidentielle, c'est la rencontre d'un homme et d'un peuple, mais un homme qui présente un projet, projet politique, projet de société, projet d'avenir. Cependant, avant de construire, il faut connaître la situation actuelle, il faut poser un diagnostic. Qui l'a fait de façon honnête à part François Bayrou (eh oui, je suis centriste) ? Qui nous parle de la dette depuis bien longtemps, qui parle de la crise qui n'est pas seulement financière, mais aussi morale, politique, sociétale ?

Après la très médiatisée perte du triple A, tous les politiques citaient la crise, et la dette, comme autant d'éléments incontournables de la campagne. Et puis, de cela comme d'autres sujets auparavant, plus un mot. Les hommes politiques ont zappé vers d'autres thèmes davantage dans l'air du temps, de l'instant plutôt, plus médiatiques, plus clivants : les prières de rue, la viande halal, le terroriste Merah. Oubliés les problèmes de fond, on ne s'intéresse qu'à l'écume des choses. Il faut s'empresse de proposer une énième loi, tout aussi inutile, inapplicable que d'autres avant elle, pour flatter la plèbe. « Du pain et des jeux », la méthode des empereurs romains, a encore de beaux jours devant elle...

Mais toujours pas de projet de société pour la France dans les programmes, pas de vision d'avenir, pas de pensée structurante.

Pas de plan d'action à long terme, juste des réactions à l'immédiat.

Dans ce tableau un peu sombre, les médias ont un rôle central. Où sont les grandes émissions politiques d'antan durant lesquelles les candidats pouvaient développer les thématiques de leur programme, décrire l'avenir qu'ils proposaient pour le pays et faire valoir leurs arguments pour démontrer que tel ou tel était l'homme de la situation ? Aujourd'hui ils ont quelques minutes en fin de journal ou ils se partagent une émission à cinq, et les seules questions que l'on pose concernent les parties du programme les plus anecdotiques ou les plus polémiques. Du sang à la une, voilà ce qui fait de l'audience, pas les débats constructifs qui parleraient à l'intelligence du téléspectateur plutôt qu'à son affect. Et même le service public — dont c'est la mission — est pitoyable. Comment le citoyen lambda, peu intéressé par la politique, peut-il choisir ? Où peut-il trouver les informations nécessaires à son édification si ni l'audiovisuel ni la presse écrite ne les lui fournissent ? Le débat de l'élection présidentielle doit-il se limiter au café du commerce ? Je crains que ce ne soit le cas en 2012.

Je suis très déçue, je m'attendais, bien naïvement sans doute, à une campagne puissante qui aurait vu s'affronter des visions bien différentes tout en restant ancrées dans la réalité d'une situation de grave crise. Je voulais que l'on me propose des mesures concrètes mais aussi des raisons de me projeter avec espoir dans l'avenir. Au lieu de cela il me reste un sentiment de mépris, mépris pour l'intelligence des citoyens — mon intelligence —, pour leur désir de comprendre ce qu'on leur propose, mépris manifesté à la fois par ceux qui veulent nous gouverner et par ceux qui doivent nous informer pour faire de nous des individus éclairés.



Je constate encore une fois que ceux qui se présentent à nos suffrages sont des hommes et des femmes politiques, brillants pour certains, mais d'homme ou de femme d'Etat, point. Sauf peut-être en prenant plus d'assurance, François Bayrou. Mais on va dire que je suis partiale.

• F.D. •
Elue locale



Etre royaliste en temps de présidentielle : ébauche et essai d'une stratégie individuelle en l'espérant, pour l'avenir, collective...

Il ne doit en rester qu'un... et il n'en reste qu'un au soir du second tour : l'élection présidentielle, « reine des élections » en France (hommage du vice à la vertu, diraient certains...), est un moment fort, sans doute le plus fort, de la vie politique française, et il serait dommage que les royalistes qui parlent tant de politique tout au long de l'année se réfugient dans une sorte d'exil intérieur en ce moment-là... Au contraire ! C'est l'occasion de réfléchir, de discuter, de proposer en tant que royalistes, et il n'est pas inintéressant de chercher les meilleurs moyens de parvenir à faire entendre la parole monarchiste au cœur de l'arène politique.



Il y a plusieurs manières de faire du royalisme en période de présidentielle : présenter un candidat sous les couleurs du royalisme ou avec le soutien d'une organisation monarchiste pour évoquer quelques thèmes qui nous sont chers. Mais la difficulté actuelle pour récolter les 500 signatures de maires obligatoires pour avoir droit de concourir a empêché toute candidature d'aboutir à la présentation effective devant le corps électoral depuis 1974 et la candidature de Bertrand Renouvin. Les vaines tentatives, justement parce qu'elles furent vaines, de M. Renouvin en 1981 puis de MM. Adeline et Villenois (ci-dessus) en 2007 et 2012, si elles n'ont pas été complètement inutiles, ont néanmoins, dans le cadre d'une République qui accorde tant d'importance à l'élection de son magistrat suprême, « invisibilisé » la famille monarchiste, désormais cantonnée, aux yeux des médias, aux commémorations et au folklore et, pour le pire, à des attitudes et à des expressions qui apparaissent bien fâcheuses pour l'Opinion publique...

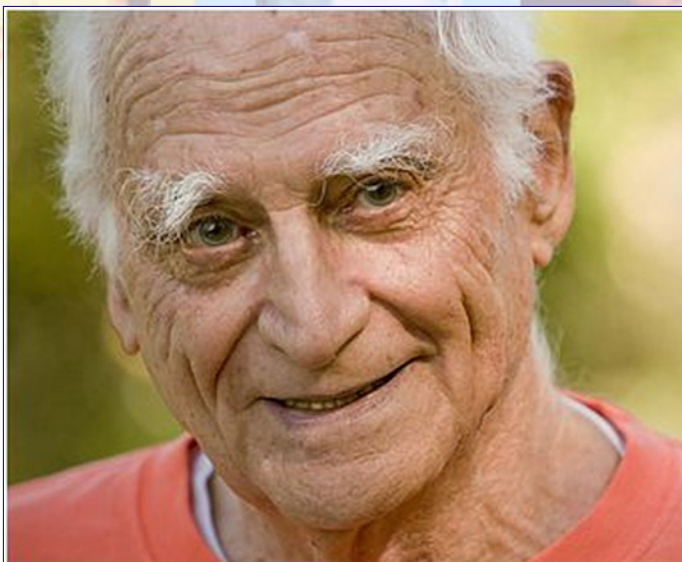
Autre moyen de faire du royalisme : s'allier ou plutôt, au regard des forces actuelles des mouvements royalistes, se rallier à une candidature républicaine, de droite ou de gauche. L'inconvénient majeur est que, du coup, l'intérêt qu'autrui pourrait avoir pour le message monarchiste disparaît devant le simple choix fait du candidat et que les questions posées alors aux royalistes n'auront plus grand-chose à voir avec la singularité royaliste, ses idées ou

ses propositions : triste sort des « ralliés » que de devoir défendre des positions qui ne sont pas exactement « leurs »... La chose serait bien évidemment différente si les effectifs royalistes étaient assez importants pour que ce ralliement apparaisse comme une alliance susceptible de quelque utilité pour le candidat choisi ou pour sa candidature.

Alors, en attendant mieux, le plus urgent lors d'une campagne présidentielle, c'est de... faire du royalisme, tout simplement ! Cela signifie assumer ses couleurs et son originalité politique : d'abord en abordant des sujets éminemment politiques et qui permettent, en définitive, de démontrer aussi les insuffisances de l'actuelle « Républiquarchie », trop républicaine pour ce qu'elle a de monarchique, trop monarchique pour ce qu'elle a de républicain...

Justement, ce qui a été marquant dans la campagne présidentielle qui vient de s'achever, c'est l'absence de certains thèmes et le manque de visibilité de certains autres, alors que les drapeaux et les slogans, eux, flottaient au vent dans un tourbillon de couleurs destiné à occulter, sans doute, les douleurs actuelles et à venir... Or, il y aurait eu tant à dire sur les différentes formes de pauvreté et les moyens de les combattre ou d'en atténuer les effets ; sur la possibilité et la nécessité d'une « révolution doublement verte » en agriculture pour, à la fois, nourrir tout le monde et au plus proche en priorité, et pour trouver les moyens d'une agriculture respectueuse de l'environnement et de la diversité végétale comme animale ; sur l'aménagement du territoire, les questions de l'artificialisation intensive et dévastatrice des terres, et le télétravail susceptible de permettre le maintien dans les zones rurales de familles obligées aujourd'hui de s'entasser en périphérie des zones urbaines ; sur la dramatique émigration des « jeunes pousses » françaises, formées dans nos lycées et grandes écoles (entre autres) qui coûte des dizaines de milliards à la France chaque année ; sur le développement énergétique des littoraux français, entre énergie houlomotrice, marémotrice ou hydrolienne, et la fabrication des carburants à base d'algues, véritables « mines d'or » qui pourraient permettre à notre pays de résoudre sa question énergétique en moins d'une décennie si l'on voulait bien se donner la peine de « lancer » les choses ; sur les questions ultramarines et la nécessité d'une vaste réforme des institutions d'Outre-mer ; tout cela sans négliger





les questions européennes et les moyens de répondre aux défis de la globalisation et de cette « grande transition » aujourd'hui profitable aux nouvelles puissances émergées, et bien sûr à la difficulté du désendettement public...

En parlant de cela, en discutant et en travaillant sur des pistes concrètes et prospectives aussi, les royalistes montrent leur utilité et leur motivation à ne pas attendre la prochaine catastrophe ou le prochain millénaire pour intervenir en politique, dans le débat comme dans l'action. De plus, par l'inventivité (je n'ai pas dit l'utopie ou le délire...), par la volonté de trouver des solutions aux problèmes d'aujourd'hui et de demain (qui se prépare aujourd'hui, d'ailleurs : ne jamais suivre les trains, mais les précéder, ou les annoncer...), par le sérieux de notre travail intellectuel et la crédibilité de nos propositions, par leur capacité à répondre aux inquiétudes et aux souhaits (s'ils sont pertinents, car nous ne visons pas la seule popularité ou reconnaissance

populaire, mais le Bien commun...) de nos compatriotes : nous serons à mêmes de crédibiliser et de banaliser le cœur de notre message, la question institutionnelle politique.

Car il n'y a pas à mettre notre drapeau fleurdelysé dans la poche, au contraire, mais à montrer combien ce que nous proposons aurait les meilleures chances de se réaliser dans de bonnes conditions avec un régime politique qui s'inscrirait, par son histoire et surtout par sa nature « transgénérationnelle » (du fait de la transmission héréditaire et successible) dans la durée nécessaire, comme le rappelait il y a quelques temps le philosophe Michel Serres (ci-contre), à la réalisation des grandes politiques qui déterminent le cours d'une nation et d'un Etat. La démonstration monarchiste, qu'il n'est pas le lieu ici de reprendre à nouveau, trouve aussi et sans doute d'abord son meilleur carburant dans la proposition plutôt que dans l'opposition sans fond et la dispersion partisane...

Etre royaliste est une chance, sans doute, mais ne doit pas se limiter à se regarder au matin dans la glace en murmurant « vive le roi », puis se fondre dans la crierie anonyme de la société de consommation et de distraction... Le commentaire journalistique de l'information, à l'oral comme à l'écrit, par l'imprimé comme par la toile, la discussion quotidienne et parfois impromptue sur son lieu de travail, au café ou dans la rue, ou encore dans le métro et le magasin, ou ailleurs ou autrement, sont des actes qui prennent d'autant plus de valeur et de force que nos concitoyens sont sensibilisés à la période électorale et, au-delà, à la vie sociale quotidienne qui inclut aussi la politique. Ne négligeons pas non plus la colère et la protestation lors des plans sociaux qui frappent parfois non loin de nous : celui qui resterait dans l'éther des idées et se contenterait d'avoir raison ne sera jamais entendu et sa cause sera perdue ! De la parole à l'action, de l'idée à la réalisation, voici la logique d'un royalisme vivant, et efficace...

• Jean-Philippe Chauvin •
Professeur



Rendre au Peuple sa souveraineté



La campagne présidentielle de 2012 aurait dû être l'occasion d'un grand débat sur les défis que la France doit relever, malheureusement ce ne fut pas le cas. Nous avons assisté à une non-campagne qui n'a été profitable qu'aux extrêmes tellement les sujets principaux ont été occultés. Jean-Luc Mélenchon, qui durant toute la campagne a servi d'épouvantail, n'a pas réussi à s'imposer comme le troisième homme, ce qui prouve que les électeurs, notamment dans les classes populaires, ne se sont pas laissés prendre au piège de l'utopie gauchiste.

Marine Le Pen, forte de ses 19%, peut avoir le sourire, mais elle ne doit pas non plus oublier que son score est égal à celui réalisé par l'addition de celui de son père et de Bruno Mégret en 2002, ce qui tend à montrer que sa marge de manœuvre n'est pas si large que cela et qu'elle devra sans doute faire de plus en plus de « sacrifices » sur son aile droite si elle veut un jour réellement arriver au pouvoir.

La défaite de Nicolas Sarkozy n'est pas due à la ligne de sa campagne mais au rejet de sa personne qui a bien pu faire la différence de 1,6 %. Et dans le rejet de sa personne compte au premier rang la versatilité de ses positions et la trahison de ses promesses : il n'y avait, en fait, pas de « ligne » politique proposée aux Français, mais seulement un « discours » pour séduire pendant la campagne, discours qui aurait été oublié aussitôt après l'élection.

Le conformisme et la ligne suivis par le vainqueur ne changera rien à la politique que nous connaissons depuis 30 ans. François Hollande, euro béat, valet d'une oligarchie tous les jours plus forte mais aussi partisan (à la vue de son programme) d'un communautarisme rampant, ne peut que nous amener à nous défier de ses promesses, de ses paroles, de ses politiques.

Depuis des années, d'acteur principal la France est passée au rang d'acteur ordinaire, car nos politiques n'ont pas su prendre la mesure de leur alignement sur une construction européenne qui va à l'encontre de la souveraineté du peuple et de l'indépendance de la nation. Par leur faute, la France n'a pas su ou voulu prendre la mesure des changements mondiaux et accepter d'en courir les risques pour se hisser aux premières places. Heureusement rien n'est perdu si la France est en mesure de ne pas reculer d'avantage, si les Français sont décidés à reprendre en main leur destinée, si nous regardons les choses en face et osons prendre des décisions courageuses. Les réalités ne peuvent être indéfiniment occultées, les réponses dilatoires s'accumuler, les attitudes frileuses continuer à miner la confiance des Français. Dans quelques semaines, les électeurs seront invités à désigner leurs représentants à l'Assemblée nationale, il sera encore temps de porter sur les bancs de celle-ci des femmes et des hommes qui ont décidé de mener une politique patriote et sociale aux antipodes de ce que veulent nous vendre ceux qui n'ont pas compris que le clivage n'est plus entre gauche et droite. Cette opposition sclérosée est morte depuis 1992, pourquoi ne pas se l'avouer et se condamner à toujours penser dans des termes anciens, si ce n'est pour garder enfermés les Français dans une logique de bipartisme qui ne profite qu'à certaines élites. Il est temps de se lever, il est temps de dire NON ! Un NON patriote et social renvoyant dos à dos tout autant les extrêmes que les collabos UMPS-Modem et « Verts ».

• David Saforcada •

Secrétaire général de France Bonapartiste

LA DICTATURE C'EST FERME TA GUEULE



LA DÉMOCRATIE C'EST CAUSE TOUJOURS

L'espoir, malgré tout

« Au soir du 6 mai, avec Sarkozy ou Hollande, la France, de toute façon, sortira perdante », écrivions-nous dans l'éditorial de l'Action Française 2000 précédant le second tour. Et c'est avec Hollande que la France a perdu.

Nous disions également que nous ne pouvions souhaiter la victoire du candidat socialiste, mais que nous ne regretterions pas la défaite de celui qui, durant cinq ans, s'était montré un chef d'Etat particulièrement indigne. Eh bien, dussions-nous aggraver notre cas, nous ne regrettons rien. Il fallait qu'il parte si l'autre n'était pas forcé de venir.



N'ayant en effet appelé à voter ni pour l'un ni pour l'autre, nous ne pouvions pas être déçus, le 6 mai au soir, nous ne pouvions pas tomber de haut. La République a au moins ceci de bien, c'est qu'elle ne peut plus nous décevoir, pour la simple et unique raison qu'elle a épuisé depuis longtemps toutes les attentes qu'on pouvait placer en elle. Et pourtant... Nous intituliions le papier (virtuel) (un peu grandiloquent) que nous publiions alors sur le site de l'AF le soir du second tour « L'humiliation ». Pourquoi l'humiliation ? Il serait évidemment un peu facile de se placer, en tant que royalistes, parmi ceux qui savent, non pas le secret de l'Eglise, mais celui de la politique. Et pourtant... Il y a un peu de cela. Car cette humiliation était une humiliation française. Philippe de Saint-Robert, rappelons-nous, raconte dans son livre de souvenirs *Les Septennats interrompus* que, demandant à De Gaulle quel lien il pouvait bien exister entre la France et Pompidou, le général avait simplement répondu que ce lien était bien mince. Il posa quelques années plus tard la même question à Pompidou à propos de Giscard : le premier répondit que ce lien était inexistant. Oui, le soir du 6 mai, les Français, même ceux qui ne le savaient pas — on peut être humilié à son insu — étaient humiliés d'avoir dû choisir (ou ne pas choisir) entre un Sarkozy et un Hollande dont le lien avec la France, avec son histoire, avec sa grandeur, avec son être, est tout simplement inexistant. Mais plus humiliés encore étions-nous de voir, d'entendre, ces centaines de milliers de Français, j'ajouterais de bons Français, car au nom du quoi, de qui — certainement pas du roi — les

juger, se réjouir à la Bastille de la victoire de l'un, pleurer à la Mutu la défaite de l'autre. Nos valeurs n'étaient pas en jeu le 6 mai parce que les deux candidats du pays légal partagent foncièrement la même indifférence à la France, la même incurie quant aux fondements anthropologiques de la société, le même instinct de mort. Il n'y avait pas de politique du pire à rejeter parce que le pire, nous l'avions déjà. L'erreur des conservateurs — un mot qui commence mal, comme disait le duc d'Orléans — est de conserver l'existant (c'est en ce sens que, comme l'enseignait Maurras, le suffrage universel est naturellement conservateur, ce

que le 22 avril dernier a encore confirmé) : or ce qu'il y a à conserver rétrécit comme peau de chagrin, depuis 1974, année de la grande trahison de la droite libérale — elle a toujours trahi les pauvres, mais là, Foutriquet le pourrisseur, fossoyeur, menteur, les trahissait à la racine, en vulgarisant les vices de sa classe... Boutang écrivait encore qu'il n'y avait, de cette société qui n'a que des banques pour cathédrales, à proprement parler rien à conserver. Aucun nihilisme de sa part, évidemment, mais le verdict, en avance dans notre camp, du nihilisme de la société libérale dont les conservateurs de 2012 cherchent à sauver les derniers restes. Hollande accélérera-t-il le pourrissement ? Rien n'est moins sûr : ce sera en tout cas l'épreuve de vérité — la droite libérale, la droite de l'imposture, préférant l'érosion lente.

A l'heure où nous écrivons, nous ne pouvons encore rien savoir. Les législatives ne nous sont pas encore passées dessus. La Providence nous a épargné DSK. Pour Hollande et une vague rose ? N'oublions pas qu'aujourd'hui, en Europe, ce sont les monarchies qui sont les plus « avancées », au sens où Giscard...et Boutang,

encore lui, révélant la vérité de Giscard, donnaient sens à ce mot : un cadavre en décomposition. Si nous sommes et malheureusement, devons peut-être mourir royalistes — signe que n'aurons pas vu le retour du Roi —, c'est en sachant que la personne du Roi est une réalité effective : loin d'être une potiche institutionnelle neutre, faite pour arbitrer entre les plus beaux chrysanthèmes d'une France asservie à la ploutocratie mondialisée, il devra restaurer non seulement le politique, mais avec le politique, appuyé sur les forces encore vivives de la nation, la société, car l'un et l'autre vont ensemble. Il ne le fera pas seul. La réaction ne dit rien d'autre que la volonté de résister aux forces de dissolution, de rejeter l'instinct de mort.

Le Prince Jean a raison : avant de restaurer la monarchie, il faudra refaire la royauté. Ne soyons pas des petites mufles réalistes : faisons le pari que c'est possible tout simplement parce que c'est nécessaire... A nous de faire mentir la quadrature du cercle. En ces temps d'élection présidentielle et de législatives, qui nous font devenir chaque jour davantage royalistes, croyons, parce que le désespoir en politique est une sottise absolue, à la grandeur de la France et à la générosité des Français qui restent, avilis qu'ils sont presque à leur insu par le régime de la division, par celui de l'oubli de la nation.

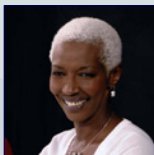
• François Marcilhac •

Directeur éditorial de l'Action française

Afrique



Angola, le 20 février 2012 : Décès du Roi Ekuikui IV de Balundo (photo), député du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA, parti au pouvoir) et haute autorité royale. Né en 1913, il régnait sur une population de 237.000 personnes depuis 1996. Son petit-fils Ekuikui V lui succède.



Burundi, le 1er mars 2012 : Lors d'une interview sur Africa 24, la Princesse Esther Kamatari (photo) a défendu l'institution des *Bashingantahes*, « ceux qui fixent le droit », existant depuis la création de la monarchie et gérant les conflits au quotidien, mais aujourd'hui de plus en plus souvent remplacée par des conseils communaux. La Princesse Kamatari a également salué l'ouverture aux femmes de cette institution.

[INFOS SYLMPEDIA](#)



Burundi, le 2 mars 2012 : Lors d'un meeting à Gitobe, le Président Nkurunziza (photo) a rappelé aux Burundais les principes d'unité, de travail et de progrès chers au Prince Rwasagore. Le Parti Monarchiste Parlementaire est membre de la coalition gouvernementale.

[INFOS SYLMPEDIA](#)

Cameroun, le 24 février 2012 : Avènement du Sultan de Pouss, Saïd Moustapha, qui succède officiellement à son père Saïd Mbary Omar, décédé le 23 juin 2011.

Côte d'Ivoire, le 11 mars 2012 : Dans le cadre de la réconciliation nationale, les Rois et chefs traditionnels ont été reçus au Palais présidentiel de Yamoussoukro.

Congo-Kinshasa, le 25 avril 2012 : Assassinat du Roi Barundi, Ndabagoye Floribert, dans le Kivu. Député au parlement, il était un souverain contesté depuis 1996.



Egypte, le 17 mars 2012 : Décès du Pape Copte Chenouda III (photo). A la tête de l'Eglise copte depuis 1971, il avait succédé au Pape Cyrille VI et était une autorité religieuse respectée dans son pays. Agé de 88 ans, il régnait sur une population de 10 millions de fidèles.

Egypte, le 13 avril 2012 : Sur sa page Facebook, le Roi Fouad II a appelé les Egyptiens à la réconciliation au nom de la paix et de la tolérance religieuse.

[INFOS SYLMPEDIA](#)

Libye, 8 décembre 2011 : Envoyé du gouvernement de Tripoli, le Prince héritier Mohammed Sayed El Senoussi a été reçu par le gouvernement philippin.

[INFOS SYLMPEDIA](#)



Libye, le 6 mars 2012 : La province Cyrénaïque de Libye, traditionnel soutien à la famille royale des Senoussis, a proclamé son autonomie et porté à sa tête le Prince Ahmed Al Zoubair Al Senoussi (photo), petit-neveu

du Roi Idriss I^{er}. Un Conseil Provincial de la Cyrénaïque faisant office de gouvernement a été établi. Le gouvernement de Tripoli a menacé la Cyrénaïque de représailles armées si le Prince Al Zoubair, également membre du gouvernement du Conseil National de Transition, ne renonçait pas à cette autonomie.

[INFOS SYLMPEDIA](#)

Niger, le 21 février 2012 : Décès à 74 ans du 51^{ème} Sultan de l'Aïr, Ibrahim Oumanou, sur le trône depuis 1960.



Nigeria, le 12 mars 2012 : Le Sultan de Sokoto, Aboubakar III, l'Emir de Kano, Alhaji Ado Bayero, et l'Oba (Roi) d'Ife, Okunade Sijuwade (photo), hautes autorités royales et religieuses, ont appelé le pays à l'unité et les islamistes de la secte armée *Boko Haram* à cesser leurs combats.



Ouganda, le 25 janvier 2012 : Le Roi Mutebi II (photo) a révélé à son royaume l'existence d'un fils, né le 30 juillet 2011 d'une seconde épouse. Cette annonce a été souhaitée par le souverain afin de mettre un terme à la guerre de succession que se livrent les membres de la famille royale du Baganda.



Rwanda, le 18 novembre 2011 : Le *Rwandese Protocol to Return the Kingdom* (RPRK), mouvement monarchiste installé au Kenya, réclame le retour du Roi Kigeri V (photo) sur le trône et l'instauration d'une monarchie constitutionnelle.

[INFOS SYLMPEDIA](#)

Rwanda, le 6 avril 2012 : Le Mouvement Démocratique du Peuple pour la Réconciliation (MDPR) manifeste aux côtés de la société civile et l'opposition rwandaise pour les commémorations du 6 avril, jour anniversaire du début du génocide en 1994.



Togo, le 22 novembre 2011 : Accord entre le Ministre de l'Administration Territoriale et le Régent Ata Kué de la communauté Adjigo. Après le décès du Roi Ohiniko Quam-Dessou XIV (photo) en 2007, un conflit dynastique avait éclaté lors de la désignation de son successeur au trône, Ahlonko Marc.

Swaziland, le 29 mars 2012 : Décès de Maja II, Roi des Mambas et député au parlement. Il était le petit-fils du Roi Shobuza II du Swaziland.



Swaziland, le 11 avril 2012 : Manifestation de l'opposition et des étudiants contre le pouvoir absolu du Roi Mswati III (photo). Le souverain a dernièrement préféré faire construire un aéroport international plutôt que de régler les salaires des fonctionnaires, exacerbant les mécontentements.

Zimbabwe, le 24 mars 2012 : Le Prince Zwidekalanga Khumalo, descendant du Roi Lobengula I^{er}, a vigoureusement



critiqué le salut royal qui a été donné par des danseurs Ndebeles au Président Mugabe lors des festivités de son 88^{ème} anniversaire. Il a rappelé que ce salut était réservé à la famille royale du Ndebeland.

Amériques



Brésil, le 29 février 2012 : Le Prince Louis-Gaston de Bragance-Orléans (photo) a présidé une conférence à la Faculté de droit devant un public de 400 personnes sur le thème : « Brésil, pays d'avenir ». Le Prince, actuel prétendant au trône, a rappelé les valeurs sur lesquelles le Brésil a été construit.



Equateur, le 29 février 2012 : Des experts affirment avoir trouvé la tombe de l'ancien Empereur Inca Atahualpa (photo), étranglé par les Conquistadores en 1533. Il fut un temps question de restaurer l'Empire Inca au milieu du XIX^{ème} siècle, lors des guerres d'indépendance de l'Amérique du Sud.

[INFOS SYLMPEDIA](#)

Asie

Afghanistan, le 13 février 2012 : La mairie de Kaboul a lancé une campagne de récolte de fonds afin de restaurer le palais royal endommagé par vingt ans de guerre.



Afghanistan, le 26 février 2012 : Juman Amankhairi, leader du Conseil tribal solidaire d'Afghanistan et co-leader du *Nahzat-e Hambastagi-ye Melli-ye Afghanistan* (NSMA — Mouvement de la solidarité nationale d'Afghanistan), a dénoncé la corruption et l'incapacité du gouvernement à mettre fin à la guerre lors d'une conférence de presse à Kaboul.

[INFOS SYLMPEDIA](#)



Bahreïn, le 14 février 2012 : Affrontements entre les réformateurs chiites (coalition des jeunes du 14 février) et la police. La minorité chiite ne cache pas son animosité face à la monarchie sunnite et fait quotidiennement l'objet de répressions. Le Roi Hamad (photo) a justifié ces dernières par la crainte d'une intervention iranienne.



Cambodge, le 17 février 2012 : Le parti royaliste FUNCINPEC (photo) a déclaré qu'il ne pourrait présenter des candidats dans toutes les communes aux prochaines élections. Le FUNCINPEC est toujours en pourparlers avec le *Norodom Ranariddh Party* pour une fusion des deux mouvements monarchistes.



Iran, le 3 mars 2012 : Réza II Pahlavi (photo), Shah titulaire d'Iran, a appelé l'opposition à se réunir au sein d'une seule et unique plateforme. Dans son communiqué, le Prince s'est opposé à toute idée d'intervention militaire sur les centrales nucléaires de son pays.

Iran, le 9 avril 2012 : Réza II Pahlavi a appelé Israël à ne pas bombarder l'Iran mais a proposé au pays de mettre ses moyens technologiques et financiers à la disposition de l'opposition au régime, en exil aux Etats-Unis.

Koweït, le 3 février 2012 : Les islamistes ont remporté les élections législatives avec 34 des 50 sièges à renouveler. Aucune des 23 femmes candidates n'a été élue et celles qui l'avaient été en 2009, au nombre de quatre, n'ont pas retrouvé leur siège.



Népal, le 1^{er} mars 2012 : Pashupati Shumsher JB Rana (photo), leader du parti royaliste *Rastriya Prajatantra Party* (RPP), a prédit pour le pays un risque de chaos si le parlement n'arrivait pas à adopter définitivement une constitution. Il a également annoncé que les négociations de fusion avec le parti royaliste *Rastriya Prajatantra Party-Nepal* seraient achevées à la mi-mai. Les deux mouvements n'ont pas encore réussi à se mettre d'accord sur la question de l'acceptation de la République.

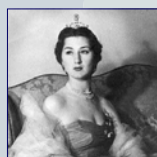


Népal, le 6 mars 2012 : Assistant à un rassemblement du *Rastriya Prajatantra Party*, l'ancien Roi Gyanendra Shah (photo) a regretté qu'il n'y ait plus de stabilité dans le pays et a appelé les Népalais à l'unité. Il a par la suite rencontré plusieurs anciens ministres royalistes.

Thaïlande, le 28 février 2012 : Condamnation pour malversation financière du leader royaliste des Chemises Jaunes, Sondhi Limthongkul.

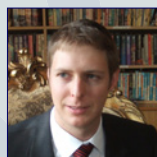
Tibet, le 25 janvier 2012 : La police et l'armée chinoises ont investi plusieurs monastères à l'origine des manifestations pour l'indépendance.

Tibet, le 10 mars 2012 : La police chinoise a réprimé des manifestations pro-indépendantistes lors de la commémoration du soulèvement de 1959.



Turquie, le 2 avril 2012 : Décès de la Princesse Fatma Nelishah Osmanli (photo) à l'âge de 91 ans. Elle était la dernière petite-fille des Sultans Abdulmécit et Mehmet VI à avoir connu l'Empire Ottoman, et l'épouse du dernier Régent d'Egypte. Ses funérailles ont été suivies par des milliers de Turcs, le gouvernement y a dépêché son Vice Premier-Ministre et a exprimé publiquement ses condoléances à la famille impériale.

Europe



Albanie, le 9 avril 2012 : Présence du Prince Leka II (photo) à Paris pour commémorer le 51^{ème} anniversaire du décès du Roi Zog I^{er}. Le gouvernement albanais a récemment donné son accord pour le transfert de la dépouille du souverain de la France vers l'Albanie.

Albanie, le 26 mars 2012 : Rencontre entre le Prince Léka II et Ekrem Spahiu, leader du *Partia Lëvizja e Legalitetit* (PLL — Parti du Mouvement de la Légimité). Les deux mouve-

ments royalistes — le PPL et le *Levizja per Zhvillim Kombetar* (LZHK — Mouvement pour le Développement National), créé par le roi Leka I^{er} — se sont rapprochés depuis le décès de ce dernier et l'échec de la tentative de coalition avec le Parti Démocratique. Le Prince n'a pas exclu de se présenter à la députation sous les couleurs du PLL.

[INFOS SYLMPEDIA](#)

Allemagne, le 3 mars 2012 : La Maison Grand-Ducale de Bade a annoncé qu'elle fêterait son jubilé le 11 mai à Bade.

Allemagne, le 14 mars 2012 : Arrière-arrière-petit-fils du Kaiser Guillaume II, le Prince Philippe-Kyrill de Prusse a déclaré au journal *Die Zeit* que son pays devait réinstaller la monarchie afin de se stabiliser politiquement.



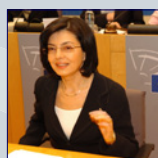
Autriche, le 3 mars 2012 : Congrès de la *Schwarz-Gelbe Allianz* (SGA — Alliance Noir Jaune) présidé par le Docteur Helga Vereno (photo), récemment élue à la tête de ce mouvement monarchiste autrichien.

[INFOS SYLMPEDIA](#)

Bulgarie, le 30 janvier 2012 : Manifestation des différents mouvements monarchistes bulgares à l'occasion du 118^{ème} anniversaire de la naissance du Roi Boris III.

Bulgarie, le 7 mars 2012 : Le mouvement monarchiste *Nacionalno Dviženie za Stabilitnost i Văzhod* (NDSV-Mouvement National pour la Stabilité et le Progrès) a annoncé sa participation officielle aux élections législatives en 2013.

[INFOS SYLMPEDIA](#)



Bulgarie, le 11 mars 2012 : Meglena Kuneva (photo), candidate royaliste à l'élection présidentielle du 23 octobre 2011 qui avait obtenu 14% des suffrages, a démissionné du *Nacionalno Dviženie za Stabilitnost i Văzhod* (NDSV-Mouvement National pour la Stabilité et le Progrès). Le NDSV a remporté deux mairies lors d'élections municipales partielles, ce qui porte à huit le nombre de villes dirigées par des monarchistes bulgares (six sous le nom du NDSV et deux avec une coalition).

[INFOS SYLMPEDIA](#)

Bulgarie, le 14 mars 2012 : Dans une lettre rendue publique, Siméon II a dénoncé l'incapacité de l'Etat à gérer la violence dans le pays et la destruction de la pyramide familiale.



Ecosse, le 29 janvier 2012 : Alex Salmond (photo), Premier Ministre et leader du *Scottish National Party* (SNP), a déclaré que la Reine Elizabeth II resterait Chef d'Etat de l'Ecosse comme monarque si l'Ecosse accédait à son indépendance.

indépendance.

Ecosse, 8 février 2012 : La *Royal Stuart Society*, association monarchiste, a organisé une messe en l'honneur de la Reine Marie Stuart dans l'abbaye de Westminster.

Espagne, le 18 mars 2012 : Rassemblement de 200 carlistes en Navarre sous la présidence du Prince Carlos-Javier de Bourbon-Parme.

[INFOS SYLMPEDIA](#)



France, 22 avril et 5 mai 2012 : Absents du débat électoral et n'ayant aucun candidat pour représenter leurs idées, les monarchistes ont dû reporter leurs votes sur les candidats en lice ou s'abstenir. Ainsi la *Nouvelle Action royaliste* (NAR) a apporté son soutien à Nicolas Dupont-Aignan au premier tour puis à François Hollande au second tour, l'*Action française* (AF) a appelé à voter Marine Le Pen au premier tour, *France Bonapartiste* (FB) de David Saforcada a appelé à voter Nicolas Dupont-Aignan au premier tour et n'a pas donné de consigne de vote au second tour, tout en appelant à la création d'un vaste mouvement bonapartiste. L'*Alliance Royale* (AR) avait laissé le choix du vote ou de l'abstention à ses militants, et invité les candidats à signer une profession de foi pour le second tour. *Démocratie royale* a pour sa part appelé à l'abstention. Quant aux Princes de France, ils n'ont pas participé aux débats directement. Le Comte de Paris, Henri d'Orléans, a apporté son soutien à Nicolas Sarkozy pour le second tour, mais le Duc d'Anjou, Louis de Bourbon, s'est abstenu de toute prise de position et le Prince Charles Napoléon a apporté un discret soutien à François Hollande.

Grèce, le 12 mars 2012 : Les royalistes se sont rassemblés autour de la famille royale, qui rendait un hommage officiel au Roi Paul I^{er} et à son épouse Frederika de Hanovre.



Grèce, les 26 et 27 avril 2012 : Le Roi Constantin II (photo) appelle les Grecs à voter majoritairement aux élections anticipées du 6 mai. Le lendemain, la cour suprême interdit au mouvement monarchiste *ΕΘΝΙΚΗ ΕΛΠΙΔΑ* (Espoir National) de se présenter aux élections.

[INFOS SYLMPEDIA](#)



Hongrie, le 27 février 2012 : Dans un entretien accordé au journal *Nouvelles de France*, le Prince Georges de Habsbourg-Lorraine (photo), actuellement Président de la Croix-Rouge hongroise, a regretté le « tsunami d'informations négatives » dont son pays a dû subir les affres et a apporté son soutien à la récente loi qui permet de juger les anciens communistes.

Italie, le 18 mars 2012 : L'*Unione Monarchica Italiana* (UMI — Union Monarchiste Italienne) a célébré une messe en l'honneur du Roi unificateur de l'Italie, Victor-Emmanuel II.

[INFOS SYLMPEDIA](#)

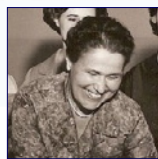
Liechtenstein, le 10 février 2012 : Une campagne de signatures a été lancée afin de priver de son droit de veto la famille princière régnante, dernier avatar existant du Saint Empire Romain Germanique.

Liechtenstein, le 26 mars 2012 : Les 25 députés du parlement ont déclaré compatible avec la constitution l'initiative du Collectif « Oui pour que ta voix compte » qui tente de faire supprimer le droit de veto du Prince Hans Adam II.

Portugal, le 13 février 2012 : Dom Duarte III de Bragance, prétendant au trône du Portugal, a été reçu par le Parlement du Timor Leste et décoré de l'Ordre du Mérite. Le Prince est connu pour avoir usé de son influence pour que



cette province indonésienne obtienne son indépendance en 2002.

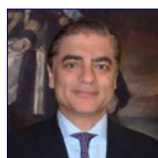


Portugal, le 24 février 2012 : Décès de la Princesse Adelaïde du Portugal (photo) à l'âge de cent ans. Infirmière et résistante, sauvée des mains de la Gestapo par le Premier Ministre Salazar, considérée par une minorité de royalistes comme la seule souveraine titulaire du Portugal car petite-fille de Dom Miguel I^{er}, elle a eu droit à des funérailles quasi-nationales, auxquelles ont assisté différents membres du gouvernement et des mouvements monarchistes.



Roumanie, du 12 au 22 janvier 2012 : Manifestations anti-gouvernementales à Bucarest. Les manifestants ont réclamé le retour du Roi Michel I^{er} (photo), placardant des photos du souverain à l'université de Bucarest. La famille royale leur a apporté son soutien.

[INFOS SYLMPEDIA](#)



Roumanie, le 14 février 2012 : La Haute Cour de cassation a reconnu la filiation légitime du Prince Carol Mircea (photo), dit Paul de Hohenzollern et petit-fils du Roi Carol II. De ce fait, le Prince a réclamé au Roi Michel la part d'héritage qui lui revient, et notamment le Château de Peles. Le souverain déchu, qui ne masque pas son animosité face au Prince, a opposé un refus catégorique à cette décision judiciaire.

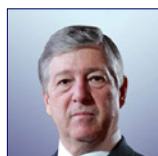
Roumanie, le 7 mars 2012 : Gheorghe Ciuhandu, maire royaliste PNTCD (*Partidul Național Țărănesc Creștin Democrat*) de Timisoara, a annoncé qu'il se présenterait pour un cinquième mandat lors des élections municipales de juin 2012.

Russie, du 12 décembre 2011 au 27 janvier 2012 : Manifestations des monarchistes et d'autres mouvements d'opposition contre le gouvernement de Wladimir Poutine.

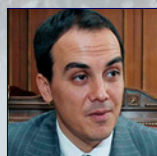


Russie, le 10 avril 2012 : La Maison impériale des Romanov — dont la grande-duchesse Maria Vladimirovna (photo) est le chef — a dénoncé la création du Parti monarchique de la Russie. Quatre mouvements monarchistes différents avaient déjà tenté de participer aux élections législatives de décembre 2011 sans réussir à se faire enregistrer.

[INFOS SYLMPEDIA](#)



Serbie, le 1^{er} février 2012 : Le Prince héritier Alexandre II Karageorgevitch (photo) a demandé officiellement au gouvernement serbe le rapatriement des restes du Roi Pierre II, toujours inhumé aux Etats-Unis. Il a reçu le soutien officiel du Synode orthodoxe de Serbie.



Serbie, le 7 février 2012 : Le ministre royaliste de la diaspora, Srdjan Sreckovic (photo), et le Secrétaire d'Etat au Ministère des Droits de l'homme et des minorités, Sanje Čeković, ont été exclus du *Srpski Pokret Obnove* (SPO — Mouvement du renouveau serbe) pour avoir refusé de démissionner de leurs postes respectifs.

Serbie, le 14 mars 2012 : Accord de coalition entre les royalistes du SPO et le Parti libéral démocrate. Cette alliance permet au mouvement monarchiste de préparer les élections législatives du 6 mai 2012.

[INFOS SYLMPEDIA](#)

Slovénie, le 28 mars 2012 : La Haute Cour de Justice de Ljubljana refuse de restituer le domaine de Bro au Prince Alexandre Karageorgevitch, fils du Régent Paul, domaine qui avait été confisqué par les communistes en 1945 à la chute de la monarchie.

Ukraine, le 28-29 avril 2012 : Deuxième rassemblement du *Congress Of Ukrainian Monarchist* (CUM - Congrès des Monarchistes Ukrainiens) qui a rassemblé quelques centaines de royalistes. Créé le 26 novembre 2011, ce mouvement demande la restauration de la monarchie, qui avait été abolie en 1918.

[INFOS SYLMPEDIA](#)

Océanie

Australie, le 21 février 2012 : Le Premier Ministre, Julia Gillard, a annoncé qu'elle n'entendait pas remettre la monarchie en cause en Australie.



Tonga, le 18 mars 2012 : Décès à 63 ans du premier monarque constitutionnel des archipels Tonga, Tupou V (photo). Roi depuis le 11 septembre 2006, il avait dû renoncer à son pouvoir absolu deux mois après son accession au trône, suite à des émeutes. Son fils Tupou VI lui a succédé sur le trône.



Polynésie, le 16 avril 2012 : Le Prince Joinville Pomare IX (photo) a appelé les Polynésiens à se « réapproprier leurs terres » et a critiqué le gouvernement autonome qui pour lui « n'a d'indépendantiste que le nom ».



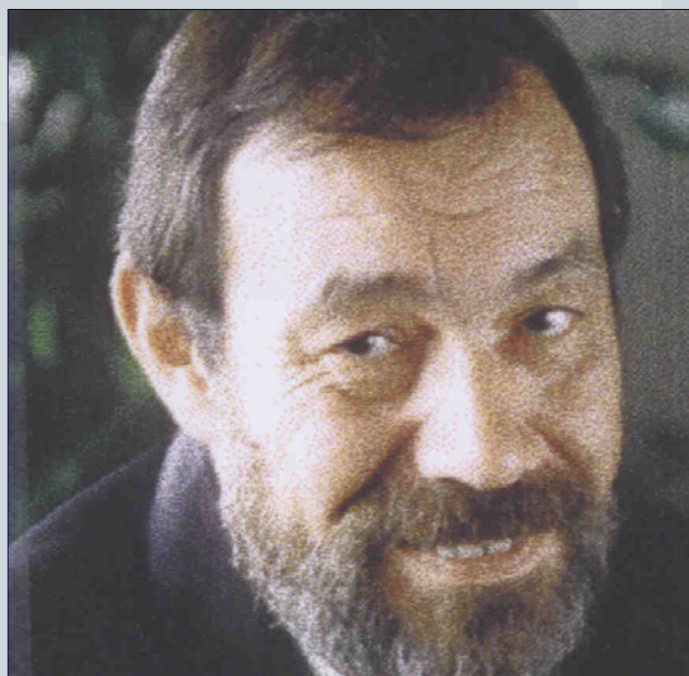
Vous avez connaissance d'une information concernant le monarchisme dans le monde ? Partagez-la avec les lecteurs de La Toile en la communiquant à veille@monarchiste.com

A la recherche du corps du dernier monarque du Burundi



Le 29 avril 1972, alors que Bujumbura est la proie d'un soulèvement royaliste, le *Mwami* (Roi) Charles Ntare V (ci-contre) est abattu par ses geôliers et son corps est jeté dans un lieu inconnu, une fosse commune près de Gitega. Un crime qui reste toujours impuni à ce jour. L'assassinat du jeune monarque est alors suivi du premier génocide ethnique au Burundi.

Lors de l'adoption du multipartisme au Burundi en 1992, le mouvement monarchiste fait son apparition sur la scène politique du pays et participe à l'élection présidentielle l'année suivante. Aujourd'hui, le pays compte trois mouvements monarchistes : le *Parti monarchiste parlementaire* (PMP), le *Parti de la Réconciliation du Peuple* (PRP) et *Abahuza*. La famille royale a retrouvé son statut et certains de ses membres ont même obtenu des mandats politiques. Réunis dans l'association *Ishaka*, les membres de la famille royale et les partisans de la monarchie avaient réclamé le 28 avril 2011 auprès de l'*Ombudsman* (médiateur) de la république que le corps du souverain soit retrouvé et enterré dignement.



Dans le cadre du cinquantième anniversaire de son indépendance et de la réconciliation nationale, le gouvernement burundais décide de mandater le 8 mars 2012 l'équipe du Professeur Jean-Jacques Cassiman (ci-dessus) afin d'identifier le corps du souverain. Généticien et expert dans l'analyse ADN à l'Université Catholique de Louvain, le Professeur s'est fait connaître en résolvant le mystère de Louis XVII.

Arrivée le 1^{er} avril dernier et composée de sept personnes, l'équipe du Professeur a immédiatement été reçue par le Premier Vice-Président de la République, Thérance Sinuguruza, tandis qu'une deuxième équipe composée de membres de la police fédérale belge et de la police nationale du Burundi se dirigeaient vers le site d'Itankoma près de Gitega, lieu supposé de la mort du Roi. Enfin, une troisième équipe, basée en Belgique, devra prélever des échantillons d'ADN sur la Princesse Rose Paula Iribagiza Mwambusta, prétendante au trône, ainsi que sur la Reine Barampaye, mère du défunt *Mwami* et décédée le 11 février 2007, afin de les analyser.

Dans un discours prononcé le jour même de l'arrivée de l'équipe belge, le Ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Culture burundais Jean-Jacques Nyenimigabo, déclarait : « Le Roi Ntare V est un roi que nous respectons et qui doit être enterré dignement (...) c'est pour que nous puissions connaître l'histoire sans vengeance... », ajoutant que « l'opération rentre aussi dans le cadre des mécanismes de la justice traditionnelle où la vérité doit être dite sur tout ce qui s'est passé dans l'histoire du pays depuis l'indépendance du Burundi jusqu'en 2008. »

L'équipe du Professeur Jean-Jacques Cassiman s'est heurtée très vite à plusieurs difficultés. Absence de document écrit (autre que ceux de l'enquête établie par Radio Publique Africaine), témoignages oculaires incertains et limite de temps des recherches. Quinze ouvriers se sont relayés dans un espace de recherche clôturé de 12 mètres sur 12. Les premiers corps retrouvés font naître de grands espoirs qui vont retomber aussi vite. Les squelettes découverts proviennent en effet d'un cimetière qui juxtapose le champ de recherche. Certaines sources affirment également que le corps du dernier monarque a été déplacé à plusieurs reprises.

Une semaine plus tard, force est de constater que la mission belge est un échec, ce que récuse le Ministre Jacques Nyenimigabo qui affirme que la police du Burundi formée par des experts belges va continuer à rechercher le souverain disparu. Revenue en Belgique le 12 avril, l'équipe du Professeur Cassiman n'aura donc pas résolu le mystère de la disparition du corps du *Mwami*.

La Princesse Esther Kamatari (ci-contre), Présidente du mouvement *Abahuza*, a quant à elle émis une protestation officielle via une lettre publique datée du 29 avril 2012 où elle dénonce ce qu'elle appelle ni plus ni moins qu'une « récupération politique de la part du gouvernement burundais actuel ».



Mais au-delà de cette mission de recherche du corps du Roi, c'est tout un peuple qui tente de se réconcilier avec son histoire. Une victoire pour les mouvements monarchistes dont le PMP, membre de la coalition gouvernementale au pouvoir, et la famille royale, redevenue le symbole d'unité au sein de la république du Burundi.

● **Frédéric de Natal** ●
Correspondant CMI pour l'Afrique



Le mode de scrutin présidentiel en France

1^{ère} élection : 1848

A été élu le Prince-Président Louis-Napoléon Bonaparte au suffrage universel direct. Tocqueville avait proposé un système à l'américaine (grands électeurs et mandat de 4 ans).

1873-1962 : III^e — IV^e et début V^e Républiques suffrage indirect

III^e et IV^e Républiques : élection par l'Assemblée et le Sénat (pour la dernière élection, en 1954, il a fallu 13 tours pour arriver à un consensus sur la personne de René Coty).

V^e République : élection de 1958 : dans le but d'éviter les attermoissements de l'élection de 1954, le collège est élargi à 80.000 grands électeurs (députés, sénateurs, conseillers généraux, maires et délégués des conseils municipaux).

V^e République

1958 : innovation : obligation de parrainage (50 / anonymes) ; élection au suffrage indirect.

1962 : référendum : l'élection présidentielle se fera au suffrage universel direct (scrutin majoritaire à deux tours) ; le nombre de parrainage passe à 100.

1976 : le nombre de parrainage passe à 500 ; ils doivent être rendus publics.

2000 : par référendum, la durée du mandat passe de 7 à 5 ans.

2011 : un candidat peut se présenter dès l'âge de 18 ans (et non plus 23).

Financement public des campagnes

Plafond des dépenses : 13,7 millions d'euros, 18,3 pour les candidats du second tour.

A la publication des candidatures officielles, l'Etat verse une avance forfaitaire à chaque candidat de 153.000 €. De plus, 5% du plafond des dépenses sont remboursés à tous les candidats (soit 685.000 €) et 50% du plafond si le candidat atteint les 5% au premier tour (soit 6,85 millions d'euros).



Le mode de scrutin présidentiel en Russie

Sous l'ère soviétique

Il existait un système bicéphale : les citoyens élaient au suffrage universel direct les représentants pour le soviet suprême qui nommait les membres du Présidium et du conseil des commissaires au peuple. Le Président du Présidium était le chef d'Etat officiel de l'URSS. Mais dans les faits, c'était le Secrétaire général du Parti qui exerçait le pouvoir politique. C'est par promotion interne que l'on pouvait accéder aux différentes instances du Parti (depuis le conseil de quartier jusqu'au comité central où l'on « choisissait » les membres du politburo et du secrétariat général). Il est arrivé que certains secrétaires généraux soient aussi le chef de l'Etat.

Depuis 1991

Les Russes n'ont jamais connu de réelles élections démocratiques au sens où la majorité des media et autres observateurs l'entendent. Poutine (1999-2008) a été mis en place par son prédécesseur Eltsine (1991-1999), et a lui-même mis en place son successeur Medvedev (2008-2012), avant de lui succéder de nouveau. La classe politique russe formée sous l'ère soviétique fonctionne donc encore beaucoup à la cooptation, certes, mais cela permet d'assurer une certaine stabilité dans les politiques menées. On reproche aussi au système ses nombreuses irrégularités : candidats « crédibles » intimidés (Garry Kasparov a ainsi été arrêté en 2007 pour trouble à l'ordre public peu avant les présidentielles), mainmise sur les media du parti de Poutine, présentation d'opposants caricaturaux (en 2008 un ultra-nationaliste et un communiste nostalgique de l'ère soviétique).

En 2012

Cinq candidats se sont présentés : un communiste, un ultra-nationaliste, un milliardaire exclu de son propre parti, un pseudo-opposant au parti en place et Poutine. Malgré les critiques et les soupçons de fraude électorale, plus de 65% des Russes se sont déplacés. Dans ce scrutin uninominal Poutine a été élu avec plus de 63 % des voix.



Le mode de scrutin présidentiel aux Etats-Unis

Esprit de la Constitution

Le Président et le Vice-Président forment l'exécutif d'une fédération d'Etat, de ce fait ils sont élus par les Etats — élection au suffrage universel indirect —, alors que la Chambre des Représentants et le Sénat représentent le peuple — élection au suffrage universel direct.

Mode de scrutin

Les électeurs votent en réalité pour un collège électoral, Etat par Etat, et non pour le ticket présidentiel. Le nombre de grands électeurs par Etat est lié à la population ; d'où l'importance de « remporter » certains Etats qui offrent le plus grand nombre de voix : Californie, Texas, Floride, Etat de New-York et Illinois qui à eux seuls permettent presque de gagner l'élection.

Inconvénients

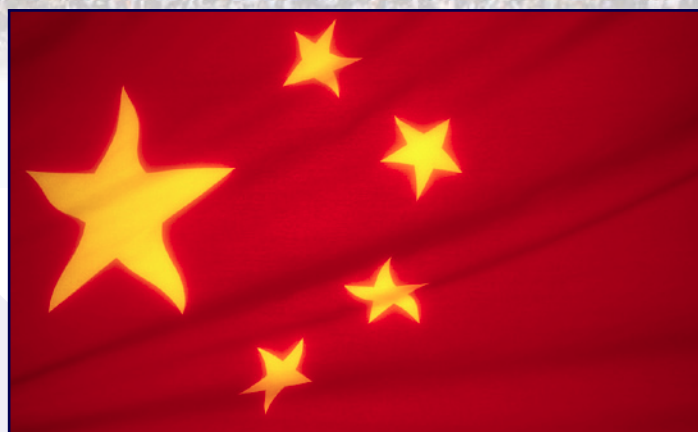
La plupart des Etats appliquent le système du tout au vainqueur : l'obtention de la majorité des voix dans un Etat implique que tous les grands électeurs votent pour le candidat en question. De fait, cela crée des disparités entre le vote populaire et le vote du collège ; ainsi, en 2000, Al Gore a obtenu la majorité des suffrages populaires au niveau national, mais pas celle du collège électoral.

Eligibilité

Il faut avoir plus de 35 ans, être né citoyen américain (ainsi l'ancien acteur Arnold Schwarzenegger, gouverneur de la Californie jusqu'en 2011, ne pourra jamais être président des Etats-Unis), avoir résidé dans le pays au moins 14 ans et ne pas être candidat à un troisième mandat (XII^e amendement à la Constitution en 1947).

En 2012

Le 6 novembre 2012, le démocrate et président sortant Barack Obama sera opposé au républicain Mitt Romney.



Le mode de scrutin présidentiel en Chine

Désignation

Hu Jintao ayant déjà accompli deux mandats, la constitution de la République Populaire de Chine (RPC) impose la nomination d'un nouveau président. Il s'agira vraisemblablement de l'actuel vice-président, Xi Jinping, car l'« Etat socialiste de dictature démocratique populaire »¹ ne laisse pas de place à la surprise en ce qui concerne la désignation du chef de l'Etat. Si officiellement il s'agit d'une élection, dans les faits, l'unique candidat, recommandé par le Comité permanent de l'Assemblée populaire — autrement dit le Parti —, est ensuite « élu » par l'Assemblée. A l'instar de son modèle soviétique, l'élection des députés est le fruit d'une succession de votes à différents échelons administratifs. La « démocratie populaire » n'est donc ni très démocratique ni très populaire.

Histoire de la fonction présidentielle

1^{ère} présidence - constitution de 1954 : grande puissance du président qui cumulait les fonctions de chef de l'Etat, chef des forces armées et Secrétaire Général du Parti. Cette non-répartition des pouvoirs faite sur mesure pour Mao Zedong n'a pas posé de problème tant qu'il fut au pouvoir.

1959-1982 : les successeurs de Mao n'eurent qu'une fonction de représentation sans aucun pouvoir, celui-ci étant en réalité aux mains du Parti.

La constitution de 1982, toujours en vigueur quoique fréquemment amendée, ne donne pas les rênes du pouvoir au Président mais au Premier Ministre et au Secrétaire Général du Parti pour ne pas concentrer tout l'exécutif dans les mains d'un seul homme. Dans les faits, le Secrétaire Général mais surtout le président de la commission militaire centrale sont les vrais acteurs du pouvoir.

Depuis les années 90, Jian Zemin a mis fin à la « séparation des pouvoirs » en cumulant les trois postes nodaux du pouvoir : Parti, commission centrale militaire et présidence de la RPC. Depuis 2003, Hu Jintao maintient le même système.

1 Préambule de la Constitution de 1982, consultable à l'adresse suivante <http://mjp.univ-perp.fr/constit/cn1982.htm>. On peut y voir, notamment, tous les changements apportés depuis 1982.



LES FICHES CUISINE

de ma tante Hortense

La Tarte du Président

La campagne pour l'élection présidentielle de 2012 nous a donné à voir se pavaner une ribambelle de neuneus enfarinés tous plus quiche les uns que les autres. L'Urne magique a doté la France d'un Président supposé mou, et d'une Première Dame qui passe aux yeux de tous pour une courge (voire une courgette !) à force de possessivité.



Il est à souhaiter que les français et leurs dirigeants ne passent pas pour des andouilles aux yeux du monde pendant les cinq années à venir, et que notre chef d'Etat ne soit pas trop tarte...

Tarte du Président

pour 4 pers. - prép. 20' - cuiss. 30'

pâte feuilletée	
courgettes moyennes	3
beau camembert plutôt ferme	1
pignons de pin	50g
cuillers à soupe d'huile d'olive	3
du romarin, selon votre goût	
sel et poivre	

1. Préchauffez le four à 210°C. (th.7). Etalez la pâte feuilletée et garnissez-en votre moule recouvert de papier sulfurisé. Réservez au frais.
2. Lavez soigneusement vos courgettes, puis coupez-les en rondelles pas trop épaisses sans les éplucher. Faites les revenir dans l'huile d'olive avec le romarin émietté pendant une quinzaine de minutes. Salez, poivrez.
3. Faites griller les pignons de pin dans une poêle, sans matière grasse. Coupez le fromage en petits morceaux.
4. Répartissez les courgettes au romarin sur la pâte, puis le camembert et enfin les pignons. Enfournes pour 25 à 30 minutes.

Dégustez en entrée ou en plat unique avec une bonne salade.